

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**ACTE 2 STRATÉGIE RÉGIONALE FRET ET LOGISTIQUE : OPÉRATIONS PORTUAIRES, CYCLO-
LOGISTIQUE, CHAIRE LOGISTICS CITY, OBSERVATOIRE EN IDF**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 - Fiches projets	11
Annexe 2 - Convention quai Blériot	24
Annexe 3 - Convention extension ouest port Gennevilliers	37
Annexe 4 - Convention quai a usages partages - port Lagny St-Thibault	50
Annexe 5 - Annexe technique et financière TMF OPERATING	63
Annexe 6 – Convention TMF OPERATING	66
Annexe 7 - Annexe technique et financière VELAB	75
Annexe 8 - Convention VELAB	78
Annexe 9 – Convention Chaire Logistics city	86
Annexe 10 – Convention observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France	104

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vous propose d'attribuer **5 subventions en investissement** pour un montant de **5 640 568 €** et **1 subvention en fonctionnement** pour un montant de **150 000 €** au titre de l'acte 2 de la stratégie régionale pour le fret et la logistique.

▪ Infrastructures portuaires - CPIER Vallée de la Seine

La Région souhaite accompagner Haropa Port pour 3 opérations :

- Les travaux du quai Louis Blériot, zone de découplage et de stationnement des barges avant l'entrée dans la zone contrainte de Paris, principalement utilisée par les industriels du BTP. Il vous est proposé d'attribuer une subvention à Haropa Port d'un montant total de 421 866 €.
- Les travaux d'extension du port de Gennevilliers à l'ouest. Il vous est proposé d'attribuer une subvention à Haropa Port d'un montant total de 3 668 400 €.
- Les travaux du quai à usages partagés sur le port de Lagny-sur-Marne/Saint Thibault des Vignes. Il vous est proposé d'attribuer à Haropa Port une subvention d'un montant total de 874 302 €.

▪ Création d'un entrepôt multimodal port Limay - TMF Operating

TMF Operating souhaite développer de nouvelles capacités de traitement de flux logistiques des produits de marchandises unitaires lourdes destinés aux secteurs de l'automobile, des câbles électriques etc, par la création d'un nouvel entrepôt embranché au fleuve et au fer. Il vous est proposé d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant total de 176 000 €.

▪ Création d'une cargo station - Vélab

Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 500 000 € à l'entreprise Vélab pour ériger et équiper une station de vélos cargo à Paris, à l'usage de tous les acteurs de la livraison du dernier kilomètre.

▪ Soutien à la Chaire Logistics City

Il vous est également proposé de renouveler le soutien régional à la Chaire Logistics City en apportant une participation à l'Université Gustave Eiffel d'un montant de **150 000 €** sur trois ans. Elle financera son programme de recherche 2023-2025 en matière de logistique urbaine, qui s'articule autour de deux axes thématiques : la localisation des entrepôts logistiques sur le territoire et l'adaptation des chaînes d'approvisionnement et des livraisons dernier km pour le e-commerce.

Les résultats de ces recherches devront notamment aider les collectivités à mieux comprendre l'impact de la logistique sur leur territoire et à identifier leurs moyens d'intervention pour mieux accompagner sa transition.

Le détail de ces 6 opérations vous est présenté dans les fiches projet en annexe 1 de la

délibération.

▪ **Approbation de la convention relative à l'observatoire régional du fret et de la logistique entre l'Etat et la région Île-de-France**

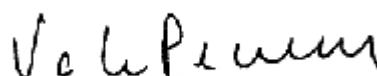
En décembre 2021, l'Etat et la Région ont organisé une conférence régionale du fret et de la logistique pour annoncer leur volonté commune de lancer la création d'un observatoire régional fret et logistique.

Dés 2022, une équipe projet composée des services de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transport (DRIEAT), de la Région et de l'Institut Paris Région (IPR), a été constituée afin de poser les bases de cet observatoire, préciser son rôle, son fonctionnement et les modalités de gouvernance. Elle s'est appuyée sur un comité de préfiguration et des groupes de travail thématiques, associant les partenaires publics et privés du secteur du fret et de la logistique, pour valider collectivement les principes de gouvernance de l'observatoire et préciser sa feuille de route pour les premières années.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la convention définissant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire, qu'il vous est proposé d'approuver.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

ACTE 2 STRATÉGIE RÉGIONALE FRET ET LOGISTIQUE : OPÉRATIONS PORTUAIRES, CYCLO-LOGISTIQUE, CHAIRE LOGISTICS CITY, OBSERVATOIRE EN IDF

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime cadre exempté n°SA.58995 RDI (ex SA40391) relatif à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 modifié ;

VU le régime d'aides exempté n°SA.59258, relatif aux aides en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2018 – 2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié ;

VU le régime d'aides exempté n° SA.58980, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 ;

VU le code des transports ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU l'ordonnance n° 2021-614 du 19 mai 2021 relative à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique ;

VU le décret n° 2021-618 du 19 mai 2021 relatif à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique, prenant le nom de grand port fluvio-maritime de l'axe Seine et la dénomination commerciale d'Haropa Port ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée approuvant le Contrat de plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020 ;

VU la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020, modifiée par délibération du n° CR123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de plan Etat-Région Île-de-France et prolongé par avenant approuvé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 signé le 4 mars 2021 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages

pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR2018-001 du 15 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour le fret et la logistique ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021, modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-051 du 22 septembre 2022 relative à la Stratégie régionale fret et logistique - Acte 2 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-081 du 29 mars 2023 relative aux conventions « Trouvez un stage pour les jeunes franciliens » pour les grandes entreprises de transports en 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-097 du 5 juillet 2023 relative à l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique : AML fret 2023 et observatoire régional fret et logistique ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-300 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet « REPARATION QUAI LOUIS BLERiot - PARIS – TRAVAUX », détaillé en annexe 1 (fiche projet n° 23006734) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine - HAROPA Port d'un montant maximum prévisionnel total de 421 866 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 421 866 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 854 « Ports et autres infrastructures portuaires », programme PR854-004 « Plateformes portuaires », action 48500401S « Plateformes portuaires » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

- Volet S « Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 »,
- Sous-volet S4 « Maîtrise des flux et des déplacements »,
- Fiche action S43 « Infrastructures portuaires »,
- Projet S4304 « Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet « EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX », détaillé en annexe 1 (fiche projet n° 23006739) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine - HAROPA Port d'un montant maximum prévisionnel total de 3 668 400 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 668 400 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 854 « Ports et autres infrastructures portuaires », programme PR854-004 « Plateformes portuaires », action 48500401S « Plateformes portuaires » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

- Volet S « Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 »,
- Sous-volet S4 « Maîtrise des flux et des déplacements »,
- Fiche action S43 « Infrastructures portuaires »,
- Projet S4304 « Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

Article 3 :

Décide de participer au financement du projet « AMENAGEMENT QUAI A USAGES PARTAGES - PORT LAGNY ST-THIBAUT – TRAVAUX », détaillé en annexe 1 (fiche projet n° 23006743) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine - HAROPA Port d'un montant maximum prévisionnel total de 874 302 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 874 302 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel 854 « Ports et autres infrastructures portuaires », programme PR854-004 « Plateformes portuaires », action 48500401S « Plateformes portuaires » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

- Volet S « Contrat de Plan Interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 »,
- Sous-volet S4 « Maîtrise des flux et des déplacements »,
- Fiche action S43 « Infrastructures portuaires »,
- Projet S4304 « Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

Article 4 :

Décide de participer, dans le cadre de l'acte 2 de la stratégie régionale pour le fret et la logistique au financement du projet « Création entrepôt multimodal port Limay – TMF Operating », détaillé en annexe 1 (fiche projet n° 23006781) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement à la société TMF OPERATING d'un montant maximum prévisionnel total de 176 000 €.

Approuve l'annexe technique et financière figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 176 000 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel code fonctionnel 838 « Autres transports », programme HP 838-003 « Fret et logistique », action 18300301 « Fret et logistique », du budget 2023.

Article 5 :

Décide de participer, dans le cadre de l'acte 2 de la stratégie régionale pour le fret et la logistique au financement du projet « Station cargo - VELAB », détaillé en annexe 1 (fiche projet n° 23006641) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement l'entreprise Vélab d'un montant maximum prévisionnel total de 500 000 €.

Approuve l'annexe technique et financière figurant en annexe 7 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 500 000 € disponible sur le chapitre 908 « transports », code fonctionnel code fonctionnel 838 « Autres transports », programme HP 838-003 « Fret et logistique », action 18300301 « Fret et logistique », du budget 2023.

Article 6 :

Décide de participer au financement de la chaire Logistics City dans le cadre du programme de recherche 2023-2025 sur la logistique urbaine de l'université Gustave Eiffel dont la présentation est détaillée en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération pour un montant maximum de 150 000€.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 938 « transports », code fonctionnel 838 « Autres transports », programme HP838-003 « Fret et logistique », action 18300302 « Fret et logistique » du budget 2023.

Article 7 :

Approuve la convention de partenariat relative à l'observatoire du fret et de la logistique en

Île-de-France, entre l'Etat, la région Île-de-France et l'Institut Paris Région figurant en annexe 8, et autorise la Présidente à la signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets

DOSSIER N° 23006734 - REPARATION QUAI LOUIS BLERIOT - PARIS - TRAVAUX

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 908-854-204183-485004-200

Action : 48500401S- Plateformes portuaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	1 380 000,00 € HT	30,57 %	421 866,00 €
Montant total de la subvention			421 866,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PORT FLUVIO MARITIME AXE
SEINE HAROPA PORT DT PARIS

Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur ANTOINE BERBAIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le quai Louis Blériot (975 m linéaires entre les ponts Mirabeau et du Garigliano dans le 16ème arrondissement) est une zone de découplage et de stationnement pour le convoyage des barges dans Paris, principalement utilisée par les industriels du BTP pour l'approvisionnement et l'évacuation des matériaux de construction dans Paris depuis 1972. La zone de découplage (ducs d'Albe) et le perré de soutènement de la voie Georges Pompidou ont subi de fortes dégradations, et doivent être repris. Les travaux, prévus sur 10 mois, doivent être terminés avant les répétitions de la cérémonie d'ouverture des JOP (mai 2024).

Ils consistent

- d'une part à réaménager, moderniser et sécuriser la zone de découplage vis-à-vis des risques de crues (les anciens quadripodes seront recépés et remplacés par des ducs d'albe (DAC) monotubulaires équipés de défense d'accostage et certains seront mis à la côte des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) et les plus récents équipés de défense d'accostage),

- D'autre part à réparer le perré (réparation et remplacement du soutènement bois, démolition du perré en béton pour traiter les dégradations puis le reconstruire muni d'une protection anti affouillement définitive de la voie sur berge.

Les travaux seront menés par phases pour assurer en permanence un fonctionnement à 75% de la zone de découplage et seront entièrement réalisés par voie fluviale.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs

de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

La présente subvention ne concerne que la sécurisation et modernisation du front d'accostage. La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 421 866 €. La participation financière attendue de Ports de Paris s'élève à 958 134 €, soit 69,43%. La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan interrégional « Vallée de la Seine » 2015-2020, prolongé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifié par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022. Le projet relève du régime SA. 59258, mais le calcul de la marge d'exploitation de l'infrastructure soutenue, n'est pas nécessaire, aucune recette n'étant attendue du projet. Le montant de l'aide régionale ne dépasse donc pas la différence entre les coûts éligibles et la marge d'exploitation. »

Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPIER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports - CPIER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	139 000,00	10,07%
Travaux préparatoires	240 000,00	17,39%
Travaux	840 000,00	60,87%
Aléas	161 000,00	11,67%
Total	1 380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	421 866,00	30,57%
Fonds propres	958 134,00	69,43%
Total	1 380 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59258 Infrastructures portuaires (ex SA.51296) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement

DOSSIER N° 23006739 - EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS - TRAVAUX

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 908-854-204183-485004-200

Action : 48500401S- Plateformes portuaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	12 000 000,00 € HT	30,57 %	3 668 400,00 €
Montant total de la subvention			3 668 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PORT FLUVIO MARITIME AXE
SEINE HAROPA PORT DT PARIS

Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur ANTOINE BERBAIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet se situe à l'ouest du port de Gennevilliers sur des parcelles du domaine public fluvial, propriété de Haropa Port, depuis 2008, et déjà artificialisées (occupées anciennement par une centrale électrique thermique de EDF). Une partie des terrains acquis à EDF (6 ha environ) a d'ores-et-déjà été aménagée pour les besoins du terminal conteneurs, en 2012/2013 (cette extension avait été financée par la Région à hauteur de 7,6 M€ pour Haropa Port).

Le présent projet d'aménagement permettra en phase 1 (menée entre 2023 et 2024) d'appuyer une logistique propre des Jeux Olympiques Paris 2024 assurée par le fleuve (notamment montage/démontage des structures provisoires de sites olympiques le long de la Seine, opérations de logistiques fluviales pour construction de pont, passerelle, transport de colis lourd, logistique urbaine...).

Cette phase 1, d'un montant maximal de 6 M€ HT consistera en l'aménagement du bord à quai par une structure lourde, la mise en place d'une structure de chaussée légère sur le fond du terre-plein et en la réalisation de l'assainissement définitif du terrain.

La phase 2 (menée entre 2025 et 2029), d'un montant maximal de 6 M€ HT, complétera le terminal à conteneurs existant par l'aménagement d'un linéaire supplémentaire de quai permettant d'accroître la capacité du terminal.

La subvention régionale sollicitée concerne les deux phases du projet. Le projet d'extension bénéficie du soutien des collectivités locales.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs

de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 12 M€ HT, base subventionnable retenue par la région Île-de-France. La participation régionale s'élève à 3 668 400 €, soit à 30,57% du montant hors taxe de l'opération. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable. Conformément au régime SA. 59258, la marge d'exploitation de l'infrastructure soutenue, calculée sur une période de 20 ans, est estimée à 5 458 893,61 € sur la base d'un taux d'actualisation de 7 %. Le montant de l'aide régionale ne dépasse donc pas la différence entre les coûts éligibles et la marge d'exploitation. La participation de la région Île-de-France est réalisée au titre du CPIER "Vallée de la Seine" 2015-2020, prolongé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifié par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022.

Localisation géographique :

■ HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports - CPIER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phases 1 et 2 : Etudes opérationnelles	237 000,00	1,98%
Phases 1 et 2 : Installation chantier et travaux terrassements	3 945 000,00	32,88%
Phases 1 et 2 : Travaux assainissement et réseaux	1 849 000,00	15,41%
Phases 1 et 2 : Travaux chaussées	5 180 000,00	43,17%
Phases 1 et 2 : Provisions pour aléas et frais annexes	789 000,00	6,58%
Total	12 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres Haropa Port	8 331 600,00	69,43%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	3 668 400,00	30,57%
Total	12 000 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59258 Infrastructures portuaires (ex SA.51296) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement

DOSSIER N° 23006743 - AMENAGEMENT QUAI A USAGES PARTAGES - PORT LAGNY ST-THIBAUT - TRAVAUX

Dispositif : Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures (n° 00000297)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 908-854-204183-485004-200

Action : 48500401S- Plateformes portuaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - CPER-CPIER Opérations d'infrastructures	2 860 000,00 € HT	30,57 %	874 302,00 €
	Montant total de la subvention		874 302,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PORT FLUVIO MARITIME AXE
SEINE HAROPA PORT DT PARIS

Adresse administrative : 2 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur ANTOINE BERBAIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Situé sur la Marne, le port héberge sur environ 15 hectares des entreprises des filières BTP et produits valorisables. Son attractivité tient à son aménagement et à son excellente desserte routière. Il constitue, en outre, la façade fluviale d'une zone d'activités de 120 hectares desservie par l'A104 et la D934.

Cependant, le Quai à Usage Partagé (QUP) enclavé et situé à proximité d'une zone destinée à des aménagements cyclables et de promenade, ne peut offrir d'accès de logistique fluviale ni aux entreprises de la ZAC ni aux chantiers proches.

Une parcelle de 2.7 hectares, partiellement occupée par d'anciennes constructions, actuellement disponible offre la possibilité de créer une nouvelle parcelle économique dont moins de 0,5 hectares seraient urbanisés, et un QUP avec terre-plein et voirie d'accès. Ce dernier serait plus central et adossé à une surface d'exploitation adaptée et surtout correctement desservi et accessible.

La subvention régionale permettra un aménagement global comprenant :

- le renforcement de la magistrale de quai et la mise en place de 4 bollards d'amarrage et la réhabilitation de la poutre de couronnement sur 66 ml ;
- la création d'un terre-plein attenant au quai renforcé et d'une voirie d'accès depuis la rue Freycinet ;
- la création des réseaux (borne de fret borne&eau, éclairage de type LED) ;
- l'aménagement de continuités douces avec une piste cyclable ;
- un circuit pour les eaux pluviales et des clôtures et portails intégrés à l'environnement.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de la présente opération est estimé à 2 860 000 M€ HT. La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 874 302 €.

La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan interrégional « Vallée de la Seine » 2015-2020, prolongé par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifié par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022. Le projet relève du régime SA. 59258, mais le calcul de la marge d'exploitation de l'infrastructure soutenue, n'est pas nécessaire, aucune recette n'étant attendue du projet. Le montant de l'aide régionale ne dépasse donc pas la différence entre les coûts éligibles et la marge d'exploitation.

Localisation géographique :

📍 LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports - CPIER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, suivi	100 000,00	3,50%
Renforcement de la magistrale de quai	400 000,00	13,99%
Renforcement du terre-plein	950 000,00	33,22%
Travaux de VRD	1 100 000,00	38,46%
Travaux d'assainissement	120 000,00	4,20%
Travaux paysagers	80 000,00	2,80%
Portails, Clôtures	110 000,00	3,85%
Total	2 860 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	874 302,00	30,57%
Fonds propres	1 985 698,00	69,43%
Total	2 860 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59258 Infrastructures portuaires (ex SA.51296) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement

DOSSIER N° 23006781 - CREATION ENTREPOT MULTIMODAL PORT LIMAY - TMF OPERATING

Dispositif : Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) (n° 00001306)

Délibération Cadre : CR2022-051 du 22/09/2022

Imputation budgétaire : 908-838-20422-183003-200

Action : 18300301- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement)	880 000,00 € HT	20,00 %	176 000,00 €
	Montant total de la subvention		176 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COSITRAF TMF OPERATING

Adresse administrative : 37 BIS RUE PAUL SAIN
84000 AVIGNON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur THIERRY BURCEZ-LABBAYE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet se développe sur la plateforme portuaire multimodale de Limay gérée par Haropa Port. Porté par la société TMF OPERATING, opérateur logistique et de transport multimodal pour les marchandises unitaires lourdes et de grandes tailles, installé au port de Limay depuis 2007, le projet consiste en l'agrandissement de son site logistique, actuellement saturé afin de maintenir et développer son activité et le report modal des trafics sur la voie d'eau et la voie ferrée. Il s'agit de créer un nouvel entrepôt logistique multimodal, embranché au fleuve et au fer, accompagné de locaux sociaux pour les personnels de TMF OPERATING et des prestataires extérieurs, afin d'accroître l'offre en transfert modal et de subvenir aux besoins croissants en report modal des clients français notamment franciliens et européens de la filière industrielle automobile (RENAULT Flins, PSA Poissy) et packaging (MAUSER).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération s'élève à 880 000 € HT en investissement, base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

La participation financière attendue de la Région s'élève à 20% appliqués sur la base subventionnable retenue par la Région conformément au régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en

faveur des PME pour la période 2014-2023, article 6.1. "Les aides en faveur de l'investissement des PME" et au règlement du dispositif régional "Accompagnement des projets logistiques dans les territoires" de l'acte 2 de la stratégie régionale fret et logistique.

La subvention régionale s'élève donc à 176 000 €. Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Localisation géographique :

■ COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux bâtiment extérieur neuf	542 200,00	61,61%
Travaux création réseau eaux pluviales	28 004,00	3,18%
Travaux bâtiment modulaire pour locaux sociaux	264 024,00	30,00%
Travaux et équipements divers (permis construire, alarme incendie, extincteurs etc)	45 772,00	5,20%
Total	880 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres TMF OPERATING	704 000,00	80,00%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	176 000,00	20,00%
Total	880 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.100189 PME (ex SA59106) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 publié au JOUE du 20/06/2017, 2020/972 publié au JOUE du 07/07/2020 et 2021/1237 publié au JOUE du 29/07/2021, relatif à : aides en faveur de l'investissement des PME

DOSSIER N° 23006641 - STATION CARGO - VELAB

Dispositif : Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) (n° 00001306)

Délibération Cadre : CR2022-051 du 22/09/2022

Imputation budgétaire : 908-838-20422-183003-200

Action : 18300301- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VELAB

Adresse administrative : 2 RUE CRILLON
75004 PARIS

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Matthieu EYMIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Les vélos cargo sont particulièrement adaptés à la livraison dans un environnement urbain contraint aux exigences réglementaires et sociétales accrues, en particulier à partir des espaces logistiques urbains (ELU). Dimensionnés pour absorber et gérer les flux éclatés, ils sont silencieux et bénéficient d'un effet sympathie.

L'entreprise Vélab, créée en 2019, a commencé par la vente de vélos cargos, à laquelle elle a ajouté des services complémentaires, puis s'est lancée en février 2022 dans l'activité de location ; l'entreprise assure aujourd'hui la maintenance de la moitié des 300 vélos cargos qu'elle a vendus et avec la flotte qu'elle exploite actuellement en location, elle assure la gestion de 265 vélos-cargo, essentiellement à Paris et première couronne, mais aussi plus largement en Île-de-France.

Pour gérer 1000 vélos, d'ici 3 ans, et consolider l'expérience utilisateurs, le projet de VELAB est de construire une cargo station, au sein de laquelle chaque client logisticien (250 actuellement, acteurs de la logistique du dernier kilomètre, coursiers, artisans du bâtiment, des espaces verts, des services et associations) aura accès :

- à des vélos-cargo entretenus, en parfait état de fonctionnement
- à des interlocuteurs pour le conseil et l'administratif
- à une plateforme digitale qui rassemblera l'ensemble des informations sur la flotte, la facturation et les interventions.

Le projet nécessite :

- d'adapter de nouveaux locaux à Paris,

- d'acquérir plus de 300 vélos-cargo destinés à la location en 3 ans (dont 100 financés par la présente subvention)
- d'acquérir du matériel de réparation
- de mettre en place un outil digital intégrant un progiciel de gestion intégré (avec interface client et outil de réservation optimisé).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total du projet s'élève à 1 000 000 €, montant qui correspond au plafond des dépenses éligibles du dispositif « Accompagnement des projets logistiques dans les territoires » au titre duquel il est présenté. La subvention en investissement correspond à 500 000 €, soit 50% des dépenses éligibles, taux maximal autorisé par le dispositif.

Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 100 vélos cargos	500 000,00	50,00%
Travaux de construction / adaptation de la station cargo	350 000,00	35,00%
Matériel d'équipement des locaux et de réparation	50 000,00	5,00%
Chantier digital (plateforme numérique avec PGI, interface client et outil de réservation)	100 000,00	10,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	500 000,00	50,00%
Fonds propres	500 000,00	50,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° 23006769 - CHAIRE LOGISTICS CITY - UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL - 2023-2025

Dispositif : Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement (n° 00000669)

Imputation budgétaire : 938-838-657382-183003-200

Action : 18300302- Fret et logistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
Adresse administrative : 5 BD DESCARTES
77454 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Gilles ROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Chaire Logistics City de l'Université Gustave Eiffel a été créée en 2019, pour mener des recherches sur la logistique urbaine. Ces dernières concernent en premier lieu le territoire francilien, avec une dimension comparative internationale permettant de comparer les dynamiques à l'œuvre en Île-de-France avec celles d'une trentaine de grandes métropoles dans le monde.

La région Île-de-France a soutenu les travaux de la Chaire Logistics City depuis juillet 2020. Les travaux de la Chaire furent largement mobilisés pour l'évaluation de l'Acte 1 de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique et pour l'élaboration de l'Acte 2 de cette stratégie.

Le programme scientifique de la Chaire pour la période 2023-2025 porte sur trois thèmes : (1) l'immobilier logistique urbain et périurbain, dans ses dimensions spatiales « macro » (analyse spatiale de la localisation des entrepôts) et « micro » (aménagement, architecture et urbanisme logistique), (2) les tendances et nouvelles pratiques de consommation et de distribution ayant un impact sur la logistique urbaine et l'entrepôt du futur et (3) les politiques publiques, la gouvernance de la logistique et les données. Les trois thèmes de recherche de la Chaire sont directement alignés avec les objectifs de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, et permettront de nourrir l'Observatoire régional du fret et de la logistique en cours de constitution.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Le budget global prévisionnel de la Chaire Logistics City dans le cadre de son programme de travail 2023-

2025 s'élève à 470 000 € TTC sur 3 ans. Les dépenses éligibles retenues par la Région s'élèvent à 300 000 € TTC. Le taux d'intervention étant de 50%, le montant de la subvention proposée s'élève à 150 000€.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de gestion (Université et laboratoire)	60 000,00	12,77%
Rémunération de chercheurs (post-doctorants)	300 000,00	63,83%
Stages	30 000,00	6,38%
Communication, évènementiels, déplacements, frais de bouche, traductions, autres frais de fonctionnement, petit matériel informatique	60 000,00	12,77%
Réalisation des enquêtes, analyse et traitement des données, prestations de recherche	20 000,00	4,26%
Total	470 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	31,91%
Financement autres partenaires	320 000,00	68,09%
Total	470 000,00	100,00%

Annexe 2 - Convention quai Blériot



**Convention de financement entre la région Île-de-France et la Direction territoriale
Paris d'HAROPA PORT pour l'opération :**

REPARATION QUAI LOUIS BLERiot - PARIS - TRAVAUX

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT (nom commercial du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine)

dont le statut juridique est : Établissement Public

dont le numéro de SIRET est : 89961480400057

dont le siège social est situé au : 2, quai de Grenelle, 75015 PARIS

ayant pour représentant Monsieur Antoine BERBAIN, Directeur général délégué HAROPA PORT PARIS et Directeur territorial de Paris,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022,

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France Interrégional Vallée de la Seine 2015-2020, sur la ligne « Infrastructures portuaires - Triel » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, révisée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022.

L'attribution par la région Île-de-France d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° 2023-300 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT pour l'opération intitulée « **REPARATION QUAI LOUIS BLERIOT - PARIS - TRAVAUX** » dont la description détaillée figure dans la fiche projet n°23006734 jointe en annexe à la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

La description du projet et du programme de l'opération couverte par la convention et le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, sont détaillés dans la « fiche projet » en annexe à la présente convention.

Les co-financeurs sont la région Île-de-France et la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

L'infrastructure portuaire bénéficiant de l'aide est mise à la disposition des utilisateurs intéressés de manière égale et non discriminatoire, et aux conditions du marché.

Le bénéficiaire a signé une convention annuelle (01/01/2023-31/12/2023), qui n'est pas impactée par la modification du dispositif 100 000 stages délibérée en juillet.

Article 2.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 380 000 € HT, base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan Interrégional État-Région « Vallée de la Seine 2015-2020 » révisé en décembre 2016 prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022, au titre de la ligne « Infrastructures portuaires – Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 421 866 € et prend la forme d'une subvention attribuée à la Direction territoriale Paris d'Haropa Port.

Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est de 69,43 % du montant total HT de l'opération, soit 958 134 €.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

REPARATION QUAI LOUIS BLEROT - PARIS - TRAVAUX		
	Clé de financement	Montants HT
région Île-de-France	30,57 %	421 866 €
Direction territoriale d'HAROPA PORT	69,43 %	958 134 €

TOTAL	100 %	1 380 000 €
--------------	--------------	--------------------

Article 3.2 Versement de la subvention

Article 3.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées, ainsi que le nom du prestataire et la nature des dépenses. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués dans la fiche projet annexée à la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Les demandes de versement sont à adresser à la Région :

région Île-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 Saint-Ouen-sur-Seine CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr	Pôle Finances – Direction de la comptabilité
----------------------	---	--

Article 3.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La subvention est versée à la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « GD PORT FLUVIO-MARITIME AXE SEINE SERVICE COMPTABLE PARIS » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la région d'Île-de-France est plafonné à 80 % avant versement du solde.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 3.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées dans la fiche annexe à la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.2.2 ;
- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.
- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire. Toute demande de versement de solde est ferme et définitive.

Article 3.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 3.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 3.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 3.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop perçu.

Article 3.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 3.2.7 Suivi financier de l'opération

La Direction des Transports du Pôle Logements, Aménagement et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 3.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les

actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT autorise à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Article 4.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les

supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « **travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 421 866 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 4.2 Modalités de transmission de données

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise bénéficiaire, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échanges (colloques, séminaires...) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal ou son représentant est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région (directiondestransports@iledefrance.fr) et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme " Smart Région Initiative " dont l'objectif est de faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plateforme de données et de services dont la vocation est de constituer un socle de données partagées pour :

- ajuster au mieux les politiques publiques, régionales en particulier, au bénéfice des publics et du territoire francilien,
- permettre aux acteurs du territoire de concevoir et proposer des services adaptés et innovants.

Par ailleurs, l'observatoire régional du fret et de la logistique mis en place par l'Etat et la Région doit recueillir l'ensemble des ressources disponibles en matière de fret et logistique afin de produire, partager et valoriser les connaissances entre les acteurs.

Les jeux de données produits dans le cadre du projet concerné par la présente convention devront dans la mesure du possible alimenter l'une ou l'autre de ces deux plateformes.

A cette fin, le bénéficiaire s'engage à tenir à jour et transmettre à la Région le catalogue des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, le catalogue des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme de données régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT et assuré dans le cadre :

- ☞ d'un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- ☞ d'un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient en compléter le système de gouvernance.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- ☞ le **conseil de surveillance** de HAROPA PORT reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 2.2 et 7.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire et fluviale.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées aux articles 3.2.1 et 3.2.2 de la présente convention qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant ses annexes.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Directeur général délégué d'HAROPA PORT
et Directeur territorial de Paris

Valérie PÉCRESSE

Antoine BERBAIN

Annexe 3 - Convention extension ouest port Gennevilliers



**Convention de financement entre la région Île-de-France et la Direction territoriale
Paris d'HAROPA PORT pour l'opération :**

EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT (nom commercial du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine)

dont le statut juridique est : Établissement Public

dont le numéro de SIRET est : 89961480400057

dont le siège social est situé au : 2, quai de Grenelle, 75015 PARIS

ayant pour représentant Monsieur Antoine BERBAIN, Directeur général délégué HAROPA PORT PARIS et Directeur territorial de Paris,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022,

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France Interrégional Vallée de la Seine 2015-2020, sur la ligne « Infrastructures portuaires - Triel » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, révisée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022.

L'attribution par la région Île-de-France d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT pour l'opération intitulée « **EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS – TRAVAUX** » dont la description détaillée figure dans la fiche projet n°23006739 jointe en annexe à la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

La description du projet et du programme de l'opération couvertes par la convention et le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans la « fiche projet » en annexe à la présente convention.

Les co-financeurs sont la région Île-de-France et la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

L'infrastructure portuaire bénéficiant de l'aide est mise à la disposition des utilisateurs intéressés de manière égale et non discriminatoire, et aux conditions du marché.

Le bénéficiaire a signé une convention annuelle (01/01/2023-31/12/2023), qui n'est pas impactée par la modification du dispositif 100 000 stages délibérée en juillet.

Article 2.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 12 000 000 € HT, base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan Interrégional État-Région « Vallée de la Seine 2015-2020 » révisé en décembre 2016 prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022, au titre de la ligne « Infrastructures portuaires – Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **3 668 400 €** et prend la forme d'une subvention attribuée à la Direction territoriale Paris de Haropa Port.

Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est de 69,43 % du montant total HT de l'opération, soit 8 331 600 €.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

EXTENSION OUEST PORT GENNEVILLIERS - TRAVAUX		
	Clé de financement	Montants HT
région Île-de-France	30,57 %	3 668 400 €
Direction territoriale d'HAROPA PORT	69,43 %	8 331 600 €
TOTAL	100 %	12 000 000 €

Article 3.2 Versement de la subvention

Article 3.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées, ainsi que le nom du prestataire et la nature des dépenses. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués dans la fiche projet annexée à la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Les demandes de versement sont à adresser à la Région :

région Île-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 Saint-Ouen-sur-Seine CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr	Pôle Finances – Direction de la comptabilité
----------------------	---	--

Article 3.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La subvention est versée à la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « GD PORT FLUVIO-MARITIME AXE SEINE SERVICE COMPTABLE PARIS » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la région d'Île-de-France est plafonné à 80 % avant versement du solde.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 3.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées dans la fiche annexe à la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.2.2 ;
- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.
- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Toute demande de versement de solde est ferme et définitive.

Article 3.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 3.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 3.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 3.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop perçu.

Article 3.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 3.2.7 Suivi financier de l'opération

La Direction des Transports du Pôle Logements, Aménagement et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 3.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT autorise à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Article 4.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de **3 668 400 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 4.2 Modalités de transmission de données

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise bénéficiaire, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échanges (colloques, séminaires...) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal ou son représentant est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région (directiondes transports@iledefrance.fr) et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme " Smart Région Initiative " dont l'objectif est de faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plateforme de données et de services dont la vocation est de constituer un socle de données partagées pour :

- ajuster au mieux les politiques publiques, régionales en particulier, au bénéfice des publics et du territoire francilien,
- permettre aux acteurs du territoire de concevoir et proposer des services adaptés et innovants.

Par ailleurs, l'observatoire régional du fret et de la logistique mis en place par l'Etat et la Région doit recueillir l'ensemble des ressources disponibles en matière de fret et logistique afin de produire, partager et valoriser les connaissances entre les acteurs.

Les jeux de données produits dans le cadre du projet concerné par la présente convention devront dans la mesure du possible alimenter l'une ou l'autre de ces deux plateformes. A cette fin, le bénéficiaire s'engage à tenir à jour et transmettre à la Région le catalogue des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, le catalogue des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme de données régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT et assuré dans le cadre :

- ☞ d'un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- ☞ d'un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient en compléter le système de gouvernance.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- ☞ le **conseil de surveillance** de HAROPA PORT reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 2.2 et 7.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une **durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire**.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées aux articles 3.2.1 et 3.2.2 de la présente convention qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant ses annexes.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Directeur général délégué d'HAROPA PORT
et Directeur territorial de Paris

Valérie PÉCRESSE

Antoine BERBAIN

Annexe 4 - Convention quai a usages partages - port Lagny St-Thibault



**Convention de financement entre la région Île-de-France et la Direction territoriale
Paris d'HAROPA PORT pour l'opération :**

**AMENAGEMENT QUAI A USAGES PARTAGES - PORT LAGNY ST-THIBAUT -
TRAVAUX**

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESE,
En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2023-300 du 21 septembre 2023
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT (nom commercial du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine)
dont le statut juridique est : Établissement Public
dont le numéro de SIRET est : 89961480400057
dont le siège social est situé au : 2, quai de Grenelle, 75015 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Antoine BERBAIN, Directeur général délégué HAROPA PORT PARIS et Directeur territorial de Paris,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 et le Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur les révisions du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 et du Contrat de Plan Interrégional État-Région Vallée de la Seine 2015-2020, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022,

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France Interrégional Vallée de la Seine 2015-2020, sur la ligne « Infrastructures portuaires - Triel » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, révisée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016, prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022.

L'attribution par la région Île-de-France d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° 2023-300 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT pour l'opération intitulée « **AMENAGEMENT QUAI A USAGES PARTAGES - PORT LAGNY ST-THIBAUT – TRAVAUX** » dont la description détaillée figure dans la fiche projet n° **23006743** jointe en annexe à la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.

La description du projet et du programme de l'opération couvertes par la convention et le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans la « fiche projet » en annexe à la présente convention.

Les co-financeurs sont la région Île-de-France et la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

L'infrastructure portuaire bénéficiant de l'aide est mise à la disposition des utilisateurs intéressés de manière égale et non discriminatoire, et aux conditions du marché.

Le bénéficiaire a signé une convention annuelle (01/01/2023-31/12/2023), qui n'est pas impactée par la modification du dispositif 100 000 stages délibérée en juillet.

Article 2.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 2 860 000 € HT, base subventionnable retenue par la région Île-de-France.

La région Île-de-France finance la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan Interrégional État-Région « Vallée de la Seine 2015-2020 » révisé en décembre 2016 prolongée par délibération n° CR 2021-004 du 4 février 2021 et modifiée par délibération n° CR 2022-003 du 16 février 2022, au titre de la ligne « Infrastructures portuaires – Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports ».

La participation financière attendue de la région Île-de-France s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit 874 302 € et prend la forme d'une subvention attribuée à la Direction territoriale Paris d'Haropa Port.

Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT est de 69,43 % du montant total HT de l'opération, soit 1 985 698 €.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

AMENAGEMENT QUAI A USAGES PARTAGES - PORT LAGNY ST-THIBAULT		
	Clé de financement	Montants HT
Région Île-de-France	30,57 %	874 302 €
Direction territoriale d'HAROPA PORT	69,43 %	1 985 698 €
TOTAL	100, 00 %	2 860 000 €

Article 3.2 Versement de la subvention

Article 3.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées, ainsi que le nom du prestataire et la nature des dépenses. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués dans la fiche projet annexée à la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Les demandes de versement sont à adresser à la Région :

région Île-de-France	2 rue Simone VEIL 93400 Saint-Ouen-sur-Seine CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr	Pôle Finances – Direction de la comptabilité
----------------------	---	--

Article 3.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La subvention est versée à la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « GD PORT FLUVIO-MARITIME AXE SEINE SERVICE COMPTABLE PARIS » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la région d'Île-de-France est plafonné à 80 % avant versement du solde.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 3.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées dans la fiche annexe à la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.2.2 ;
- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.
- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 3.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 3.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 3.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention de la Région est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 3.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop perçu.

Article 3.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 3.2.7 Suivi financier de l'opération

La Direction des Transports du Pôle Logements, Aménagement et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 3.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

La Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT autorise à titre gracieux la région Île-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France est interdite.

Article 4.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de **874 302 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 4.2 Modalités de transmission de données

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise bénéficiaire, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échanges (colloques, séminaires...) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal ou son représentant est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région (directiondes transports@iledefrance.fr) et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme " Smart Région Initiative " dont l'objectif est de faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plateforme de données et de services dont la vocation est de constituer un socle de données partagées pour :

- ajuster au mieux les politiques publiques, régionales en particulier, au bénéfice des publics et du territoire francilien,
- permettre aux acteurs du territoire de concevoir et proposer des services adaptés et innovants.

Par ailleurs, l'observatoire régional du fret et de la logistique mis en place par l'Etat et la Région doit recueillir l'ensemble des ressources disponibles en matière de fret et logistique afin de produire, partager et valoriser les connaissances entre les acteurs.

Les jeux de données produits dans le cadre du projet concerné par la présente convention devront dans la mesure du possible alimenter l'une ou l'autre de ces deux plateformes. A cette fin, le bénéficiaire s'engage à tenir à jour et transmettre à la Région le catalogue des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, le catalogue des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme de données régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par la Direction territoriale Paris d'HAROPA PORT et assuré dans le cadre :

- ☞ d'un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- ☞ d'un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient en compléter le système de gouvernance.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- ☞ le **conseil de surveillance** de HAROPA PORT reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 2.2 et 7.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une **durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire**.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées aux articles 3.2.1 et 3.2.2 de la présente convention qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant ses annexes.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Directeur général délégué d'HAROPA PORT
et Directeur territorial de Paris

Valérie PÉCRESSE

Antoine BERBAIN

Annexe 5 - Annexe technique et financière TMF OPERATING

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

CREATION ENTREPOT MULTIMODAL PORT LIMAY - TMF OPERATING (fiche projet n° 23006781)

Présentation du bénéficiaire

TMF OPERATING est une SAS, opérateur de logistique industrielle et organisateur de transport multimodal. TMF OPERATING Limay, présent depuis 2007 sur le port de Limay-Porcheville (plateforme portuaire multimodale de Haropa Port), est spécialisée dans la logistique multimodale de produits industriels. Elle est dotée, sur le port de Limay de 14 500 m² d'entrepôts connectés à la voie d'eau et dispose d'un embranchement ferroviaire dédié. TMF OPERATING Limay décharge tous les ans des dizaines de milliers de tonnes de marchandises unitaires lourdes et de grandes tailles depuis des bateaux et des trains qui proviennent de France et de pays européens. TMF OPERATING Limay livre ensuite en juste-à-temps et à proximité les clients finaux de la région Île-de-France (constructeurs automobiles, industrie du packaging etc). En parallèle, TMF OPERATING Limay charge également les marchandises confiées par ses clients dans des bateaux à destination de la région parisienne ou de l'étranger.

Présentation du projet

Contexte et objectifs poursuivis :

TMF OPERATING, acteur majeur de la logistique multimodale (fluviale et ferroviaire) a pour ambition de contribuer, à son échelle, au projet « d'excellence environnementale » de la région, en verdissant les chaînes logistiques des grands donneurs d'ordre industriels (automobile, packaging,...), pour pérenniser leur ancrage industriel sur le territoire, en particulier car TMF OPERATING s'est spécialisée dans le transport et la logistique de produits pondéreux, lesquels, en raison de leurs poids, sont de forts émetteurs de CO₂.

Consistance du projet :

Le projet consiste en l'agrandissement du site logistique multimodal de TMF Operating sur le port de Limay avec la création d'un nouvel outil logistique (nouvel entrepôt) qui renforcera les capacités de stockage et de traitement, face à une demande croissante en report modal des grands industriels européens.

Le site de Limay est un vrai atout de massification car situé en région francilienne, à proximité de ses clients finaux. Il permet ainsi de réduire le nombre de kilomètres routiers en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement.

Ce nouveau bâtiment a pour vocation de réceptionner, stocker et distribuer des produits pondéreux acheminés en trains et en bateaux depuis la France et l'Europe où leurs clients ont leurs usines de production. L'agrandissement favorisera également la mutualisation et l'optimisation des équipements et outils de manutention multimodaux. TMF OPERATING inscrit aussi son développement dans la perspective de l'aboutissement de la construction du Canal Seine-Nord Europe.

La construction du nouveau bâtiment se réalise sur une surface déjà aménagée dans la darse portuaire, en bord à voie d'eau. Par conséquent, aucune artificialisation des sols n'est prévue. C'est au contraire une meilleure utilisation de sols déjà prévus à cet effet. Ce nouvel entrepôt de 1 500 m² s'inscrit dans la continuité des autres installations car il jouxte les 14 500 m² existants, permettant ainsi d'optimiser la massification des flux et d'éviter le mitage.

TMF OPERATING a choisi d'agrandir sa plateforme multimodale en construisant un entrepôt de 1 500 m² sur une surface déjà aménagée avec un enrobé, mais non exploitée jusqu'alors, ainsi que des locaux sociaux, améliorant le confort des collaborateurs de TMF OPERATING, dans l'enceinte même du port de Limay. En cela, TMF OPERATING favorisera pleinement l'optimisation de la consommation foncière et la qualité environnementale. Cette nouvelle surface jouxtera les entrepôts d'ores et déjà exploités par TMF OPERATING, permettant une mutualisation et une optimisation des équipements et outils de manutention multimodaux.

En choisissant d'agrandir son hub périurbain sur le port fluvial de Limay Porcheville, une zone d'activité industrielle déjà existante, le nouvel entrepôt de TMF OPERATING n'engendrera aucune nuisance pour le voisinage.

Le projet comprend deux investissements :

- La construction d'un entrepôt « A3 » d'environ 1 500 m², nouveau hall dédié à une activité de stockage de marchandises uniquement. Le personnel de TMF OPERATING sera seulement en transit avec des opérations de dépose de marchandises en chariot-élévateur.
- La construction de locaux sociaux afin d'améliorer les conditions de travaux, en termes de confort, d'accueil, de sanitaires etc, pour les collaborateurs de TMF OPERATING, ainsi que pour les prestataires externes (conducteurs et marins).

Le projet global consiste à mener les travaux liés à la construction de ces nouveaux bâtiments et à l'aménagement des espaces extérieurs et intérieurs.

Intérêt régional :

Ce projet répond à une volonté forte de la Région d'encourager la multimodalité, l'usage de la voie fluviale et de la voie ferrée pour massifier et assurer les conditions de la décarbonation des activités logistiques et de transport. Le projet s'implante sur un espace déjà artificialisé et déjà dédié à la logistique ce qui permet de valoriser le site existant et le foncier disponible pour des activités plus vertueuses de logistique et de transport. Le projet répond également aux enjeux de consolidation du tissu industriel et de la transition écologique de l'industrie.

Partenaires techniques du projet :

- Haropa Port pour la convention d'occupation temporaire sur le port de Limay.
- La Ville de Limay pour le permis de construire.

Territoire partenaire :

Le projet a reçu un courrier de soutien de la Ville de Limay.

Calendrier :

Les travaux seront menés entre le 2^{ème} semestre 2023 et la fin du 1^{er} semestre 2024.

Plan de financement

Le coût de l'opération s'élève à 880 000 € HT en investissement.

Les dépenses d'investissement éligibles à la subvention régionale s'élèvent à 880 000 € HT et comprennent les travaux de création du nouvel entrepôt et des locaux sociaux.

La participation financière attendue de la Région s'élève à 176 000 € (subvention d'investissement).

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 8 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

Engagement sur la transmission données/indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à minima, à l'issue du projet, les éléments suivants :

- Catalogue de données produites dans le cadre du projet
- Données permettant d'alimenter les indicateurs suivants : tonnage Entrée et Sortie (toutes marchandises confondues) réparti par moyen de transport (fluvial, ferroviaire et routier), via la plateforme de données de la Smart Region et/ou de l'observatoire régional du fret et de la logistique. L'exploitation des données issues du projet pourra venir alimenter l'observatoire régional du fret et de la logistique.

Annexe 6 – Convention TMF OPERATING

CONVENTION N° 23006781 CREATION ENTREPOT MULTIMODAL PORT LIMAY TMF OPERATING

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-300 du 21 septembre 2023 de la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : TMF OPERATING
dont le statut juridique est : SAS Société par Actions Simplifiées
N° SIRET : 592 047 542 00630
dont le siège social est situé au : 37 BIS RUE PAUL SAIN 84000 AVIGNON
ayant pour représentant Monsieur M. Xavier TEMBUYSER, Directeur Général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2022-51 du 22 septembre 2022.

L'attribution par la région Île-de-France d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

VU l'annexe technique et financière relative au projet subventionné par la Région (référence dossier mentionnée à l'article 1), adoptée par la délibération mentionnée supra ;

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-300 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'entreprise TMF OPERATING pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : CREATION ENTREPOT MULTIMODAL PORT LIMAY - TMF OPERATING (référence dossier n° **23006781**).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 20 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel retenu comme base subventionnable s'élève à 880 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de **176 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 8 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité logistique.

L'annexe à la présente convention dite « annexe technique et financière », complète les obligations du bénéficiaire ainsi que, le cas échéant, les modalités de réalisation du projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet conformément aux éléments présentés à la Région et ayant donné lieu à l'attribution d'une subvention, à la rédaction de la « fiche projet », ainsi qu'à l'annexe technique et financière, pièce contractuelle à cette convention.

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et tous les règlements en vigueur,
- informer la Région dans les meilleurs délais des éventuelles modifications apportées au projet dont notamment, le nombre et la nature des actions programmées.

Si la subvention concerne la construction ou la modernisation d'équipements ou d'infrastructures, le bénéficiaire s'engage à les maintenir à l'usage exclusif de l'activité logistique pendant la durée indiquée dans l'annexe technique et financière.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS DE PUBLIER DES OFFRES DE STAGES OU D'ALTERNANCE

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise bénéficiaire, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échanges (colloques, séminaires...) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal ou son représentant est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région (directiondestransports@iledefrance.fr) et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme " Smart Région Initiative " dont l'objectif est de faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plateforme de données et de services dont la vocation est de constituer un socle de données partagées pour :

- ajuster au mieux les politiques publiques, régionales en particulier, au bénéfice des publics et du territoire francilien,
- permettre aux acteurs du territoire de concevoir et proposer des services adaptés et innovants.

Par ailleurs, l'observatoire régional du fret et de la logistique mis en place par l'Etat et la Région doit recueillir l'ensemble des ressources disponibles en matière de fret et logistique afin de produire, partager et valoriser les connaissances entre les acteurs.

Les jeux de données produits dans le cadre du projet concerné par la présente convention devront dans la mesure du possible alimenter l'une ou l'autre de ces deux plateformes.

A cette fin, le bénéficiaire s'engage à tenir à jour et transmettre à la Région le catalogue des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, le catalogue des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme de données régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention. Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération

subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le bénéficiaire devra produire une note détaillant :

- la réalisation de l'opération et précisant la conformité de ses caractéristiques finales avec celles visées dans la « fiche projet » annexée à la convention et dans l'annexe technique et financière,
- le bilan qualitatif et quantitatif du projet au regard des objectifs et impacts attendus tels que précisés par la fiche projet et/ou l'annexe technique et financière ;
- le Décompte général définitif de l'opération si le projet donne lieu à la réalisation de travaux.

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond, non actualisable. Tout dépassement du montant visé à l'article 1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond non actualisable et non révisable.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale et après remise par le bénéficiaire de la note mentionnée dans l'article relatif au versement du solde de la subvention ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Pour les subventions d'investissement comportant une obligation d'affectation des biens à un usage déterminé pendant une certaine période, elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1, ou dans l'annexe technique et financière annexée à la présente convention, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Pour les subventions comportant des obligations s'exécutant après le versement du solde de la subvention et d'une durée dépassant celle des règles de caducité applicables : Elle prend fin une fois expirée la période d'exécution des obligations indiquées à l'article 2 ou dans l'annexe technique et financière annexée à la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » et l'annexe technique et financière adoptée par délibération N° CP 2023-300 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
Mme Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
Le Directeur Général de TMF OPERATING
M. Xavier TEMBUYSER

Annexe 7 - Annexe technique et financière VELAB

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

CARGO STATION VELAB (fiche projet n° 23006641)

Présentation du bénéficiaire

VELAB est une SARL fondée en 2019 d'abord pour vendre des vélos cargo, puis a vendu des services complémentaires (entretien des vélos vendus) et s'est lancée en 2022 dans la location de vélos. Elle compte 9 salariés.

Son projet a reçu le soutien de la Ville de Paris, qui doit accueillir la cargo station de Vélab.

Présentation du projet

Contexte :

Les vélos cargo sont particulièrement adaptés à la livraison dans un environnement urbain contraint aux exigences réglementaires et sociétales accrues, en particulier à partir des espaces logistiques urbains (ELU). Dimensionnés pour absorber et gérer les flux éclatés, ils sont silencieux et bénéficient d'un effet sympathie.

Objet du projet :

Avec 265 vélos cargos en maintenance et 100 en location, l'entreprise veut franchir une étape et créer une cargo station pour accueillir ses clients (plus de 250 actuellement) qui représentent tous types d'acteurs de la logistique du dernier kilomètre, coursiers, artisans du bâtiment, des espaces verts, des services et associations et à terme et acquérir des vélos-cargos à mettre en location. L'objectif est d'en gérer 1000 d'ici 3 ans. Ce lieu physique, où seront accueillis et conseillés les clients et entreposés et réparés les vélos cargo électriques, sera complété d'une plateforme et d'un site numérique rassemblant l'ensemble des informations sur la flotte et intégrant un progiciel de gestion intégré (avec interface client et outil de réservation optimisé)

La subvention régionale est demandée pour :

- L'achat de 100 vélos cargos
- Les travaux dans les locaux de la station (banque d'accueil, rangements, salle de pause, vestiaires, toilettes
- Matériel d'atelier de réparation (pied d'atelier électrique, outillage, rangements,
- Chantier informatique pour l'outil numérique

Intérêt régional :

Décarbonation du dernier kilomètre, développement de la cyclologistique en zone dense où se posent davantage les difficultés de congestion de la circulation et de stationnement, et création de postes de réparation des vélos cargo électriques.

Partenaires du projet :

- 1 partenaire pour la partie Digitale, en conception et réalisation de l'outil
- 3 partenaires principaux pour la fourniture de vélos
- 1 maître d'oeuvre et 1 entreprise pour les travaux
- 1 prestataire pour l'étude de duplicabilité des Cargo Stations

Calendrier :

Ouverture de la cargo station et de la plateforme digitale en 2024.
Acquisition des vélos cargo sur 3 ans.

Plan de financement

Le projet est présenté au titre du dispositif « Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) » qui plafonne les dépenses éligibles à 1 M€ et le taux de subvention à 50% de ces dépenses. Le coût total des dépenses éligibles du projet s'élevant à 1 M€, la participation financière régionale est 500 K€.

Le régime d'aides d'Etat utilisé est le régime N° SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales. Le montant de l'aide publique n'excède pas la différence entre les coûts admissibles et la marge d'exploitation de l'investissement.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 3 ans les vélos et 5 ans la station et sa plateforme numérique.

Engagement sur la transmission données/indicateurs suivants

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, a minima, à l'issue du projet, les éléments suivants :

- Catalogue de données produites dans le cadre du projet
- Données permettant d'alimenter les indicateurs suivants :

Les vélos-cargo de Vélab sont équipés de traceurs avec remontées d'informations. Pourront ainsi être partagés les jeux de données suivants :

- Emplacement des vélos à plusieurs moments de la journée, afin d'identifier la répartition géographique des vélos en circulation (ex : emplacement en journée / le soir lorsqu'ils sont stationnés), ce qui pourra révéler (ou modérer) le caractère ultra local des vélos cargo - format graphique
- La distance parcourue, la durée quotidienne d'utilisation, une conversion en CO2 évité selon différents critères (modèles, saison, profil d'acteur) - tableur
- Les flux de déplacement de nos clients, afin de déterminer quelles les zones urbaines avec la plus forte et la plus faible densité d'usage - image (cf illustration ci-dessous)

Le bénéficiaire se déclare par ailleurs à l'écoute des besoins de l'Observatoire régional du fret et de la logistique et de la plateforme de données de la Smart Region pour d'efforcer d'y répondre au mieux, voire développer la conception du traceur pour ce faire.

Annexe 8 - Convention VELAB

CONVENTION N° 23006641 CARGO STATION VELAB

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-300 du 21 septembre 2023 de la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : VELAB
dont le statut juridique est : Société à Responsabilité Limitée
N° SIRET : : Société à Responsabilité Limitée
Code APE : 47.64Z
dont le siège social est situé au : 2 RUE CRILLON 75004 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Matthieu EYMIN, Gérant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Accompagnement des projets logistiques dans les territoires (investissement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2022-051 du 22 septembre 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

VU l'annexe technique et financière relative au projet subventionné par la Région (référence dossier mentionnée à l'article 1), adoptée par la délibération mentionnée supra ;

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.58980 Infrastructures locales.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-300 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'entreprise VELAB pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : STATION CARGO (référence dossier n° 23006641).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 000 000 €, soit un montant maximum de subvention de 500 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 3 ans pour les vélos-cargos et de 5 ans pour la station cargo, l'affectation à l'usage exclusif de l'activité de location de vélos-cargos.

L'annexe à la présente convention dite « annexe technique et financière », complète les obligations du bénéficiaire ainsi que, le cas échéant, les modalités de réalisation du projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet conformément aux éléments présentés à la Région et ayant donné lieu à l'attribution d'une subvention, à la rédaction de la « fiche projet », ainsi qu'à l'annexe technique et financière, pièce contractuelle à cette convention.

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et tous les règlements en vigueur,
- informer la Région dans les meilleurs délais des éventuelles modifications apportées au projet dont notamment, le nombre et la nature des actions programmées.

Si la subvention concerne la construction ou la modernisation d'équipements ou d'infrastructures, le bénéficiaire s'engage à les maintenir à l'usage exclusif de l'activité logistique pendant la durée indiquée dans l'annexe technique et financière.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS DE PUBLIER DES OFFRES DE STAGES OU D'ALTERNANCE

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise bénéficiaire, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région,
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échanges (colloques, séminaires...) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles,
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal ou son représentant est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région (directiondestransports@iledefrance.fr) et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

Dans le cadre du programme " Smart Région Initiative " dont l'objectif est de faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plateforme de données et de services dont la vocation est de constituer un socle de données partagées pour :

- ajuster au mieux les politiques publiques, régionales en particulier, au bénéfice des publics et du territoire francilien,
- permettre aux acteurs du territoire de concevoir et proposer des services adaptés et innovants.

Par ailleurs, l'observatoire régional du fret et de la logistique mis en place par l'Etat et la Région doit recueillir l'ensemble des ressources disponibles en matière de fret et logistique afin de produire, partager et valoriser les connaissances entre les acteurs.

Les jeux de données produits dans le cadre du projet concerné par la présente convention devront dans la mesure du possible alimenter l'une ou l'autre de ces deux plateformes.

A cette fin, le bénéficiaire s'engage à tenir à jour et transmettre à la Région le catalogue des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

Le bénéficiaire s'engage à fournir, à chaque demande de versement, le catalogue des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme de données régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se

faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention. Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Toute demande de solde est ferme et définitive.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 3 justificatif(s) de publication d'offres de stages ou alternance pour une période minimale de deux mois, mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire devra produire une note détaillant :

- la réalisation de l'opération et précisant la conformité de ses caractéristiques finales avec celles visées dans la « fiche projet » annexée à la convention et dans l'annexe technique et financière,
- le bilan qualitatif et quantitatif du projet au regard des objectifs et impacts attendus tels que précisés par la fiche projet et/ou l'annexe technique et financière ;
- le Décompte général définitif de l'opération si le projet donne lieu à la réalisation de travaux.

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond, non actualisable. Tout dépassement du montant visé à l'article 1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond non actualisable et non révisable.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale et après remise par le bénéficiaire de la note mentionnée dans l'article relatif au versement du solde de la subvention ou à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Pour les subventions d'investissement comportant une obligation d'affectation des biens à un usage déterminé pendant une certaine période, elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1, ou dans l'annexe technique et financière annexée à la présente convention, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Pour les subventions comportant des obligations s'exécutant après le versement du solde de la subvention et d'une durée dépassant celle des règles de caducité applicables : Elle prend fin une fois expirée la période d'exécution des obligations indiquées à l'article 2 ou dans l'annexe technique et financière annexée à la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet » et l'annexe technique et financière adoptée par délibération N° CP 2023-300 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
VELAB
M. Mathieu EYMIN, gérant

Annexe 9 – Convention Chaire Logistics city

**CONVENTION DE FINANCEMENT CHAIRE LOGISTICS CITY
UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL**

Entre

La région Île de-France

La région Île-de-France, et représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente, agissant en application de la délibération n° CP2023-300 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France du 01/07/2020

Ci-après désignée " la Région "

D'une part

Et

L' université Gustave Eiffel

dont le statut juridique est : établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

N° SIRET (siège) 130 026 120 00013

dont le siège social est situé au : 5, Boulevard Descartes • Champs-sur-Marne • 77454 Marne-La-Vallée CEDEX 2

ayant pour représentant Gilles ROUSSEL (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

PRÉAMBULE

L'Université Gustave Eiffel (UGE) a été créée au 1^{er} janvier 2020 par la fusion de l'université Paris Est Marne la Vallée (UPEM) et de l'Institut français des sciences et technologies des transports de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR).

L'UGE est impliquée depuis longtemps dans divers programmes de recherche en matière de logistique urbaine (notamment le projet international Metrofreight) à travers le Laboratoire Ville Mobilité Transport (LVMT) et le laboratoire Systèmes productifs, logistique, organisation des transports, travail (SPLOTT) de l'IFSTTAR.

En juin 2019, l'UGE a créé en partenariat avec le groupe SOGARIS la chaire logistics city dédiée à la recherche sur la logistique urbaine avec un focus sur deux axes scientifiques, portant d'une part sur l'immobilier logistique urbain et périurbain et d'autre part sur les tendances et les nouvelles pratiques de consommation et leur impact sur la logistique urbaine et son immobilier.

L'opérateur immobilier Poste Immo, filiale du Groupe La poste, a rejoint début 2020 SOGARIS et l'UGE en tant que partenaire de la Chaire Logistics City. En 2022, le groupe Geopost, regroupant les filiales d'activités de transport express et de colis du groupe La Poste, a pris le relai de Poste Immo en tant que partenaire pour un an, avant de se retirer.

Le Région Île-de-France est devenue partenaire de la Chaire Logistics City en juillet 2020 (CP2020-220), avec un financement de 150 000 € pour trois ans (2020-2022). Le bilan scientifique et financier de ce partenariat figure en annexe 1 de la présente convention. Les travaux de la Chaire furent largement mobilisés pour l'évaluation de l'Acte 1 de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique (adopté en mars 2018), et pour l'élaboration de l'Acte 2 de cette stratégie (adopté en septembre 2022).

Le programme scientifique de la Chaire Logistics City, détaillé en annexe 2 de la présente convention, comporte trois axes de recherche :

1. L'immobilier logistique urbain et périurbain, dans ses dimensions spatiales « macro » (analyse spatiale de la localisation des entrepôts) et « micro » (aménagement, architecture et urbanisme logistique)
2. Les tendance et nouvelles pratiques de consommation et de distribution ayant un impact sur la logistique urbaine et l'entrepôt du futur.
3. Les politiques publiques, la gouvernance de la logistique et les données.

La Région et l'Université Gustave Eiffel sont convenues de leur intérêt réciproque à mutualiser leurs réflexions sur la logistique urbaine et à les partager en collaboration étroite avec la chaire logistics city pour améliorer la connaissance réelle des stratégies des acteurs logistiques sur le territoire francilien et promouvoir les leviers d'intervention possibles des acteurs publics. La Région et l'Université Gustave Eiffel confirment leur volonté de partager les résultats et les données issues des travaux de la chaire le plus largement possible auprès des collectivités et de l'ensemble des acteurs économiques, notamment via l'Observatoire régional du fret et de la logistique, afin d'améliorer collectivement l'organisation des chaines d'approvisionnement en Île-de-France.

L'attribution par la région Île-de-France d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Par délibération n° CP2023-300 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'université Gustave Eiffel, le bénéficiaire, pour la mise en œuvre du programme de recherche 2023-

2025 sur la logistique urbaine, dont la description figure en préambule de la présente convention et le programme scientifique figure en annexe 2 de la présente convention.

La région Île-de-France choisit d'apporter au projet une subvention de fonctionnement de 150 000€ correspondant à 50% de la base éligible.

La présente convention fixe les conditions et les modalités selon lesquelles la Région participe au financement des travaux de l'université Gustave Eiffel.

Elle vise à définir la participation financière de la Région et les modalités de son versement, ainsi que les engagements de l'université Gustave Eiffel.

ARTICLE 2 : GOUVERNANCE

La gouvernance de la chaire est organisée autour de 2 comités :

- Un Comité d'Orientation et d'Evaluation (COE) composé des représentants des partenaires financeurs de la chaire et de personnalités extérieures : SOGARIS, Ecole d'Urbanisme de Paris, l'Université Gustave Eiffel, AFILOG, mairie de Paris, Métropole du Grand Paris, Région Île-de-France. Le comité prend les orientations nécessaires pour garantir la réalisation des objectifs communs, en s'assurant de l'efficacité et de la pertinence de tous les aspects de la démarche.
- Un comité de pilotage composé des équipes de recherche et des contributeurs aux études de la chaire, et faisant office de comité de suivi opérationnel pour piloter les travaux, organiser les réunions de suivi, et valoriser les travaux. Ce comité se réunit plusieurs fois par mois, pour un suivi très opérationnel des travaux. Les services de la Région pourront être associés de façon ad hoc autant que de besoin.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

L'université Gustave Eiffel s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les études et travaux dont le contenu est précisé dans l'annexe 2 de la présente convention.

L'université Gustave Eiffel s'engage à réaliser le programme de travail dans le respect et conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables.

Les résultats de ces travaux seront rendus publics et mis à la disposition des collectivités.

Des actions de communication, de diffusion et de pédagogie pour favoriser l'appropriation des résultats et la sensibilisation des acteurs locaux seront également mises en œuvre dans le cadre de la chaire.

Les équipes de l'université Gustave Eiffel et celles de la Région se réuniront au moins une fois par an pour faire un point sur l'avancement du programme d'études, actualiser la feuille de route et valider les livrables.

Chaque année l'université Gustave Eiffel remettra à la Région (en format numérique et en version papier) les productions annuelles issues des travaux de recherche menés dans le cadre de la convention.

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS DE PUBLIER DES OFFRES DE STAGES OU D'ALTERNANCE

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stages ou d'alternance pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou d'alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) sur la plateforme « Trouver un stage en Île-de-France » (stage.iledefrance.fr).

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'OUVERTURE DES DONNEES

En signant la présente convention, le responsable légal de l'entreprise, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de ses données à caractère personnel (adresse électronique) pour recevoir des informations sur d'autres projets régionaux ou européens dans le cadre d'une mise en réseau souhaitée par la Région
- à ce que ces données personnelles puissent être transmises à des partenaires institutionnels dans l'optique de participation à des sessions d'échange (colloque, séminaires..) ou dans le cadre d'enquêtes ponctuelles
- à ce que les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région soient librement utilisées et diffusées par cette dernière.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), le responsable légal, ou son représentant, est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en open data sur cette plate-forme afin notamment de contribuer à améliorer la connaissance des flux de marchandises en Île-de-France

Dans ce but, le bénéficiaire s'engage à fournir la liste (le catalogue) de l'ensemble des données produites ou traitées dans le cadre de l'exécution du projet.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 4.1 : PRINCIPE DE FINANCEMENT

La Région soutient la chaire à hauteur de 150 000€ sur 3 ans pour lui permettre de réaliser le programme d'étude triennal tel que décrit dans l'annexe à la présente convention. Ce montant constitue un plafond maximum non actualisable qui ne pourra pas être modifié.

Les dépenses éligibles au financement régional sont plafonnées à 300 000€ TTC et portent sur :

- Frais de gestion (Université et laboratoire)
- Rémunération de chercheurs (post-doctorants)
- Gratification des stagiaires
- Communication, évènementiels, déplacements, frais de bouche, traductions, autres frais de fonctionnement, petit matériel informatique
- Réalisation des enquêtes, analyse et traitement des données, prestations de recherche

Elles se répartissent de façon prévisionnelle de la façon suivante (montants en TTC) :

DEPENSES ELIGIBLES (TTC)	
Frais de gestion (Université et laboratoire)	40 000 €

Rémunération de chercheurs (post-doctorants)	170 000 €
Gratification des stagiaires	20 000 €
Communication, évènementiels, déplacements, frais de bouche, traductions, autres frais de fonctionnement, petit matériel informatique	30 000 €
Réalisation des enquêtes, analyse et traitement des données, prestations de recherche	40 000 €
TOTAL	300 000 €

Les postes de dépenses ci-dessus sont indicatifs et peuvent être modifiés dans le respect de l'enveloppe globale.

ARTICLE 4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Les acomptes sont versés sur présentation d'appels de fonds par l'université Gustave Eiffel au fur et à mesure de l'avancement des prestations couvertes par la présente convention.

Les pièces à fournir par l'université Gustave Eiffel pour les appels de fonds sont les suivantes :

- L'avis des sommes à payer sur lequel est indiquée l'échéance correspondante,
- Tout document justifiant l'appel de fonds et son versement :
- Le montant des fonds déjà perçus au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par l'université Gustave Eiffel indiquant :
 - ☐ Le numéro et le montant du mandat relatif au paiement des factures et sa date d'émission,
 - ☐ La référence des factures acquittées et la nature des prestations.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé est plafonné à 80% du montant total de la participation régionale soit 120 000€.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

ARTICLE 4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Le bénéficiaire pourra appeler le solde de la subvention après achèvement du programme d'études triennal tel que défini dans l'annexe à la présente convention. Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées,
- des justificatifs de la production des documents issus de l'étude de la présente convention : rapport d'études, actes de colloque, articles de revue....
- d'une note d'analyse spécifique récapitulant l'apport des travaux réalisés au cours des 3 années à l'amélioration de la connaissance du secteur en Île-de-France et les outils produits permettant une plus grande maîtrise des sujets fret et logistiques par les collectivités franciliennes.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

ARTICLE 4.4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la participation régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en faisant référence au programme d'étude tel qu'indiqué dans l'annexe à la présente convention.

Le comptable assignataire est :

Monsieur le Comptable régional - Autres établissements publics locaux

Direction régionale des finances publiques– Site Réaumur

94 rue Réaumur - 75002 Paris - 01 55 80 62 82

Les paiements sont effectués par mandat administratif auprès du Forum, aux coordonnées suivantes :

Banque de France

1, Rue la Vrillière

75001 PARIS

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'IDF ET PARIS - AUTRES ETS LOCAUX

94 RUE REAUMUR

75002 PARIS

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 153

RIB : 30001 00064 R7510000000 52

IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5100 0000 052

BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 4.5 : CADUCITE DE LA PARTICIPATION

Si à l'expiration d'un délai de 1 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. L'UGE conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori. Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de notification et expire au versement du solde des flux financiers de l'opération. En tout état de cause, la présente convention ne pourra pas expirer avant la fin du programme d'étude validé par les partenaires, dans le respect des règles de caducités évoquées dans l'article 4.5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Elles disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie, pour aboutir à une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, ces litiges seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4 de la présente convention qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-300 du 21 septembre 2023.

Fait à, le

En 2 exemplaires originaux dont un pour chacune des parties

Pour l'université Gustave Eiffel	Pour la Région

ANNEXE 1 : BILAN SCIENTIFIQUE ET FINANCIER DE LA CHAIRE (2020-2022)

1. Gouvernance

Les activités (programme scientifique, orientations) et les bilans budgétaires de la Chaire Logistics City ont été suivis et évalués régulièrement, à raison d'un Comité d'Orientation et d'Evaluation (COE) par an, auxquels la Région a été représentée à partir de juin 2020.

- Le premier COE s'est réuni le 23 mai 2019 après la signature de la convention IFSTTAR/Sogaris.
- Le deuxième COE s'est tenu le 24 avril 2020 permettant d'approuver le bilan de la première année de la Chaire, d'ouvrir aux partenariats avec Poste Immo et la Région Ile-de-France et de définir les perspectives pour les années suivantes.
- Le troisième COE s'est tenu le 6 mai 2021 permettant d'approuver le bilan de la seconde année de la Chaire et de valider les perspectives pour l'année suivante, en particulier la création d'un troisième thème de recherche (politiques publiques, gouvernance, données).
- Un quatrième COE s'est tenu le 5 avril 2022 permettant d'approuver le bilan de la troisième année de la Chaire, de confirmer les partenariats en cours et de valider le soutien financier pour une année du groupe GeoPost.
- Le cinquième COE s'est tenu le 15 juin 2023 pour lancer la phase 2 de la chaire.

2. Bilan des travaux scientifiques (2020-2022)

Thème 1 - L'immobilier logistique urbain et périurbain

L'immobilier logistique métropolitain incluant l'analyse des nouveaux modèles économiques de l'immobilier logistique métropolitain et les stratégies d'implantation des bâtiments logistiques dans les grandes métropoles. La valorisation du thème 1 se fait notamment sous la forme du 3ème Livret de la Chaire consacré à l'immobilier logistique urbain et périurbain.

Thème 1.1. : Analyse spatiale des entrepôts et stratégies d'implantation dans les grandes métropoles (niveau « macro »)

En 2020, Laetitia Dabanc, Laura Palacios-Argüello et L. de Oliveira ont constitué une base de données de 74 grandes régions urbaines dans le monde analysées par 17 indicateurs chacune relevant de données de localisation des entrepôts, d'indicateurs d'étalement logistique, de données socio- économiques et de données relatives aux prix du marché foncier logistique. Sept hypothèses de liens entre formes urbaines et comportements spatiaux des entrepôts ont été posées, la présentation est accessible par ce lien. La vérification de ces hypothèses constitue le travail de long terme du thème 1.1.

La base de données sur les entrepôts dans 74 grandes régions urbaines a été enrichie en 2021 de plusieurs façons. Renata de Oliveira, supervisée par Laetitia Dablanc et Matthieu Schorung, a travaillé sur des indicateurs supplémentaires en matière de foncier et de prix de location et de vente des entrepôts. Ce rapport, finalisé à l'automne 2021, explore les liens entre processus d'étalement logistique et coûts du foncier et de l'immobilier/structures du marché locatif logistique suivant une approche d'analyse spatiale. Ce travail fait l'objet d'une valorisation scientifique avec un article dans le Journal of Transport Geography.

Le travail autour de ce thème s'est poursuivi par Matthieu Schorung et Thibault Lecourt, par une mise à jour des connaissances sur l'étalement logistique dans les plus grandes métropoles américaines (Paris, New York, Los Angeles, Chicago), par un élargissement de l'échantillon (métropoles intermédiaires) et par une spécialisation des analyses et en fonction des types d'établissements logistiques. Par ailleurs, un rapport de recherche a été rédigé par Matthieu Schorung sur le système logistique d'Amazon aux Etats- Unis, avec l'appui technique (SIG) de Thibault Lecourt, le rapport a été finalisé et mis en ligne à l'automne 2021.

Ce travail a ainsi fait l'objet de plusieurs briques de recherche :

- Par Matthieu Schorung et Thibault Lecourt, par une mise à jour des connaissances sur l'étalement logistique dans les plus grandes métropoles nord-américaines (New York, Los Angeles, Chicago) [\[atlas\]](#),
- Par un élargissement de l'échantillon (métropoles intermédiaires) et par une spécialisation des analyses en fonction de différents contextes géographiques (par exemple métropoles portuaires) et en fonction des types d'établissements logistiques.
- Par un travail de recherche spécifique sur le maillage d'Amazon aux Etats-Unis [\[rapport\]](#).
- Par un travail de recherche conduit par Renata de Oliveira, Laetitia Dablanc et Matthieu Schorung sur les différentiels de prix des entrepôts entre centres et périphéries [\[rapport\]](#).

A terme, l'objectif est d'accroître les indicateurs afin de qualifier plus finement l'immobilier logistique des grandes métropoles sur le plan économique et financier ; et par rapport aux marchés immobiliers et aux pratiques.

Thème 1.2 : L'urbanisme logistique (« micro »)

Le thème de l'urbanisme logistique, suivant une approche « micro » (aménagement, architecture), par l'analyse des nouveaux bâtiments de l'immobilier logistique urbain et des modèles économiques de l'immobilier logistique urbain, est approfondi conjointement par Heleen Buldeo Rai et Matthieu Schorung, en complément de plusieurs stages/mémoires en 2022 (voir tableau des stages ci-dessus). Pour approfondir la connaissance de l'immobilier logistique de proximité urbaine, Heleen Buldeo Rai a obtenu une bourse de recherche de la Fondation Palladio en 2020 pour étudier des entrepôts de e- commerce dans des villes asiatiques et américaines et explorer les différents types et modèles économiques par le biais d'analyses documentaires et d'entretiens.

Ce thème fait l'objet d'une investigation récente avec le travail sur la notion de « proximity logistics » réalisé par Heleen Buldeo Rai et des collègues étrangers : Sanggyun Kang de Chung-Ang University en Corée du Sud ; Takanori Sakai de Tokyo University of Marine Science and Technology au Japon ; Quan Yuan de Tongji University en Chine et Carla Tejada et Alison Conway de The City College of New York aux États-Unis. Dans les villes de New

York, Paris, Séoul, Shanghai et Tokyo, le développement des infrastructures logistiques dans les zones urbaines denses et à usage mixte a été étudié, en caractérisant l'état de la pratique et en comparant les caractéristiques en fonction de leur contexte.

Heleen Buldeo Rai et Laetitia Dablanc ont établi une collaboration sur ce sujet avec des collègues néerlandais, Bram Kin et Hans Quak de TNO. Plus précisément, il s'agit d'une étude de cas comparative entre Rotterdam et Paris, portant sur la politique d'allocation d'espace aux infrastructures de logistique urbaine mises en place dans les deux villes.

Un travail de terrain à New York a été réalisé par Laetitia Dablanc et Matthieu Schorung fin février 2022. Un atelier d'étudiants Ecole des Ponts/Ecole d'urbanisme de Paris est encadré par la Chaire (Heleen Buldeo Rai et Laetitia Dablanc) sur la question des dark stores et une prestation supplémentaire a été commandée à la Junior Entreprise de l'EUP pour réaliser des relevés de terrain et des comptages. Une contribution de la Chaire au journal en ligne The Conversation sera déposée sur la thématique des dark stores et du quick commerce. Heleen Buldeo Rai a également rédigé un chapitre sur la vente au détail omnicanale et les dark stores pour l'ouvrage Routledge Handbook of Urban Logistics.

En 2020-2021, le thème de l'urbanisme logistique, suivant cette approche « micro » (aménagement, architecture), s'est structuré autour de l'analyse des nouveaux bâtiments de l'immobilier logistique urbain et des modèles économiques de l'immobilier logistique urbain avec en particulier deux stages de recherche : l'un sur la requalification en cours par le Département de Seine Saint Denis de la RD932, en partenariat avec Efficacity ; l'autre sur l'évaluation de la procédure d'identification de 61 Périmètres de Localisation de Logistique Urbaine dans le plan d'urbanisme de Paris depuis 2016.

Pour approfondir la connaissance de l'immobilier logistique de proximité urbaine, Heleen Buldeo Rai a obtenu une bourse de recherche de la Fondation Palladio en 2020 pour étudier des entrepôts de e-commerce dans des villes asiatiques et américaines.

Au lancement de la Chaire, Adeline Heitz a supervisé un atelier de l'École d'Urbanisme de Paris sur la logistique intermédiaire, notamment sur le territoire d'Est Ensemble, identifiant une typologie des entrepôts existants et de leurs mutations. Par ailleurs, un atelier à l'École des Ponts (module Lieux et Modes du transport de marchandises) a eu lieu au printemps 2020 sur la logistique dans deux parcelles du plan local d'urbanisme de Paris.

Thème 2 : Les tendances et nouvelles pratiques de consommation, de production, de distribution ayant un impact sur la logistique urbaine et l'entrepôt du futur

L'Observatoire des mobilités du e-commerce mis en ligne en 2021 est régulièrement actualisé et enrichi (<https://www.ecommercemobilities.com/>). Les pages sur le e-commerce et COVID-19, la contextualisation générale et l'entreposage ont été particulièrement mises à jour récemment.

Travaux d'analyse comparée :

- 4ème enquête sur les livreurs des plateformes de la livraison instantanée (achevée en février 2021 en collaboration avec l'ANR MOBS).
- 5ème enquête sur les livreurs des plateformes de la livraison instantanée (achevée en mars 2022 sur fonds propres de la chaire).
- 1ère enquête sur les livreurs des plateformes de la livraison instantanée à Nantes

faite en septembre 2021, en partenariat avec le projet SUBWORK (PUCA).

En 2021, pour donner un aperçu des données sur la mobilité du e-commerce disponibles dans la littérature scientifique, une revue systématique de la littérature scientifique a été réalisée par Heleen Buldeo Rai. Cette étude a produit une typologie de cinquante cas de villes, cependant avec de très grandes différences de qualité et de quantité des données. Un article a été publié aux Transport Reviews début 2022.

Pour mieux comprendre l'impact environnemental du e-commerce et quels sont les paramètres qui pèsent plus ou moins sur l'impact environnemental des achats en ligne et en magasin, Heleen Buldeo Rai et Laetitia Dablanc, avec le soutien de l'ancienne stagiaire Sabrina Touami, ont réalisé une méta-analyse de plus de vingt études qui ont examiné et comparé l'empreinte carbone des achats, ayant été valorisée dans un article scientifique dans Environmental Science & Technology.

Le thème 2 fait l'objet d'une valorisation globale à travers la publication du Livret n°2 de la Chaire consacré aux mobilités du e-commerce.

Une deuxième étude a été lancée par Heleen Buldeo Rai afin d'identifier l'impact perçu des différentes tendances de consommation, de distribution et de production sur la mobilité des marchandises et la prestation logistique en ville (y compris les modes de transport, les types d'opérateurs et l'immobilier). Les principales tendances ont été identifiées grâce à un examen des sujets des « numéros spéciaux » publiés par les revues scientifiques les plus pertinentes au cours des cinq dernières années. Les tendances sélectionnées sont les suivantes : 1) chaînes d'approvisionnement spécifiques (comme circulaire et « urban mining »), 2) économie de partage et de plate-forme, 3) modèles de vente au détail basés sur le commerce électronique, 4) multi-modalité, 5) automatisation, 6) électrification, 7) connectivité, 8) analyse des données massives et 9) durabilité. Ces tendances ont ensuite été utilisées pour créer des scénarios futurs concis, qui ont été mis en œuvre dans une courte enquête utilisant des expériences de choix. Outre ces expériences de choix, l'enquête s'interroge également sur l'impact des Jeux Olympiques et de la directive autour de la « fin du diesel ».

La Chaire a lancé une initiative dès le début du premier confinement (mars 2020 et pendant 8 semaines) pour accroître les connaissances concernant la situation du secteur de la logistique urbaine en contexte de crise sanitaire et de confinements : le Baromètre de la logistique urbaine en temps de confinement mené par Laetitia Dablanc et Heleen Buldeo Rai. Afin d'accroître la connaissance et la sensibilisation à la situation du secteur de la logistique urbaine en temps de confinement, un panel d'entreprises et de plateformes opérant à Paris et en Ile-de-France a été sélectionné pour être interrogé quotidiennement par un sondage bref et anonyme. Un second sondage, hebdomadaire, interroge les organisations professionnelles du transport. Les résultats de cette recherche ont été présentés, commentés et contextualisés chaque semaine pendant le premier confinement.

De nombreuses notes et communications sur la problématique de la logistique urbaine et du covid-19 ont été réalisées. Un article scientifique a été publié au Journal of Transport Policy pour valoriser cette recherche (Dablanc, Heitz, Diziain, Buldeo Rai, 2022). Les 6 synthèses hebdomadaires du baromètre, qui couvrent la période 26 mars 2020-8 mai 2020, sont en ligne sur le site de la Chaire.

3. Bilan budgétaire (2020-2022)

Recettes	Contrat
SOGARIS	150 000€
LA POSTE IMMOBILIER	150 000€
REGION ILE DE FRANCE	150 000€
TOTAL	450 000€

Description des postes	Dépenses	Exécution
Frais de gestion (Université et laboratoire)	60 000€	100 %
Rémunération de chercheurs (Post- doctorants)	300 000 €	100 %
Stages	30 000€	100 %
Communication, évènementiels, déplacements, frais de bouche, traductions,	60 000€	100 %
TOTAL	450 000 €	100%

ANNEXE 2 : DESCRIPTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE (2023 – 2025)

Le programme scientifique de la Chaire porte aujourd'hui sur trois thèmes de recherche, dont l'un est divisé en deux sous-thèmes. Un premier thème porte sur **l'entrepôt**, dans ses dimensions spatiales macro et micro. Un second thème porte sur les **'tendances'**, les nouvelles pratiques de consommation, les innovations de logistique urbaine et leur impact sur la logistique urbaine et son immobilier. Un troisième thème a démarré en 2022 portant sur les **politiques publiques**, la gouvernance de la logistique urbaine et les **données**.

Thème 1. L'entrepôt. Analyses spatiales et urbanisme de l'immobilier logistique métropolitain, nouveaux modèles économiques et stratégies de mise en œuvre.

Ce thème de recherche se compose de deux parties : 1.1 et 1.2. Le thème 1.1, de niveau « macro », fait des analyses spatiales sur les entrepôts et explore de façon comparative le concept d'étalement logistique en analysant des dynamiques territoriales liées à l'évolution de la localisation des activités logistiques. Ce sous-thème s'inscrit dans le cadre des recherches menées sur le « paysage du fret » (*Freight landscape*). Le thème 1.2, de niveau « micro », analyse l'urbanisme logistique, la gouvernance des espaces logistiques urbains, en portant l'attention sur les politiques publiques, les interactions des acteurs publics et privés impliqués dans la production de biens immobiliers de logistique urbaine. Ce thème analyse la production de nouveaux entrepôts urbains et les enjeux réglementaires, économiques et de gouvernance à leur réalisation.

Thème 2. Tendances et nouvelles pratiques de consommation, de production et de distribution qui ont un impact sur la logistique urbaine et sur l'entrepôt du futur, dans une vision prospective.

Ce thème de recherche propose d'améliorer la connaissance des pratiques comme le e-commerce et sa diversification ; et d'estimer leur impact potentiel sur la livraison urbaine et l'immobilier logistique. Le travail prend notamment deux formes. D'une part, la collecte de données et d'indicateurs sur les flux générés en ville par les nouvelles formes de commerce électronique. D'autre part, l'analyse de leurs impacts potentiels à court/moyen terme sur la mobilité des marchandises et les services logistiques dans les villes, comme les modes de transport, les types d'opérateurs, l'immobilier.

Thème 3. Politiques publiques, gouvernance et données.

Ouvert en 2022, ce thème porte sur la gouvernance, les politiques publiques locales de la logistique urbaine et les outils et données nécessaires à ces politiques. Ce thème inclut des travaux liés aux zones à faibles et zéro émissions ; et des travaux sur les nouvelles données pour la logistique urbaine issues des technologies et dispositifs techniques mis en œuvre par les territoires (caméras LAPI, péages urbains, applications smartphones et aires de livraisons connectées, etc.). Cette montée en puissance se poursuit avec, par exemple, l'analyse des politiques publiques et des dispositifs de régulation de la logistique urbaine autour notamment

du phénomène des *dark stores* et des *dark kitchens* ou l'évaluation des aires de livraison connectées.

Chaque année, ces thématiques seront déclinées en programme de recherche annuel pour tenir compte des évolutions marquantes du secteur et/ou des acteurs, des éléments d'actualité (par ex l'impact de la crise COVID19 ou les jeux olympiques et paralympiques 2024), des exploitations rendues possibles par les résultats de recherche et l'accès à de nouvelles données disponibles.

Une attention particulière sera portée à la répliquabilité des méthodologies, enquêtes, évaluations de politiques publiques ou d'innovations de logistique urbaine.

Les résultats des recherches et les productions associées devront contribuer à concevoir des outils au service des collectivités pour intégrer les enjeux fret dans les politiques de mobilité et d'aménagement. Parmi ces outils, des séminaires de formation à destination des élus territoriaux pourront être mis en place.

Ils aideront à élaborer des scénarios permettant de mieux comprendre les impacts sur le territoire des mesures ou solutions envisagées et à mettre en évidence les leviers d'intervention pertinents des collectivités.

L'université Gustave Eiffel s'engage à produire les rapports d'étude et documents de synthèse ou à fournir tout support permettant de rendre compte du travail réalisé et des avancées des travaux dans le cadre de la convention.

Les travaux ont pour objectif de fournir des productions scientifiques sous forme d'articles scientifiques, de rapports de recherche, de mémoires de stages, d'observatoire.... La mise à disposition des résultats et la tenue de l'Observatoire des tendances de la logistique urbaine se font également à travers deux sites web de la Chaire Logistics City (un en français, l'autre en anglais) et la diffusion active via les réseaux sociaux (LinkedIn et Twitter). Des liens avec d'autres programmes de recherche (ANR, PUCA, H2020, fondations...) sont également développés.

Des partenariats et interactions avec d'autres chaires vont être développés (notamment avec la chaire Logistique Urbaine de l'École des Mines, la chaire Entrepreneuriat, Territoire, Innovation de l'IAE Panthéon – Sorbonne / P&CO, la chaire Économie Circulaire et business models durables de l'ESCP, la chaire Aménager le Grand Paris de l'École d'urbanisme de Paris.

Annexe 10 – Convention observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBSERVATOIRE DU FRET ET DE LA LOGISTIQUE EN ÎLE-DE- FRANCE

ENTRE

L'État, représenté par Monsieur Marc Guillaume, préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc 75015 PARIS

Désigné ci-après par le terme la « **DRIEAT** »

Et

La Région d'Île-de-France, dont le siège est au 2 avenue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

Désigné ci-après par le terme la « **Région** »

Et

L'Institut Paris Region, dont la raison sociale est L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France, association loi 1901, inscrite au SIRET sous le numéro 84981015500010, dont le siège est situé au 15 rue Falguière, 75740 PARIS Cedex 15, représenté par Monsieur Nicolas BAUQUET, en qualité de Directeur Général,

Désigné ci-après par le terme « **L'Institut Paris Region** » ou « L'Institut ».

L'État, la Région et L'Institut étant désignées par les « Partenaires ».

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 132-6 du relatif aux agences d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors

classe) - M. GUILLAUME (Marc) ;

Vu la circulaire n° 2004-60 du 26 octobre 2004 relative à la mise en œuvre par les directions régionales de l'équipement des partenariats dans le cadre des observatoires régionaux des transports ;

Étant préalablement exposé que :

Le secteur du fret et de la logistique est un secteur stratégique et essentiel à l'économie nationale et régionale qui participe à la qualité de vie des citoyens. Conjuguant des enjeux environnementaux, des enjeux de compétitivité et des enjeux d'aménagement, ce secteur a un rôle prépondérant à jouer dans l'atteinte des objectifs de transition écologique et de compétitivité que la France s'est fixée.

L'Île-de-France constitue un territoire à enjeux par sa position géographique, mais aussi en raison du bassin de vie qu'elle représente. Plus de 220 millions de tonnes de marchandises arrivent, partent ou circulent en Île-de-France chaque année, empruntant à la fois la route, le fleuve et le fer. Représentant environ 7 % de l'emploi salarié régional, le secteur constitue un atout majeur de la compétitivité du territoire francilien.

En 2016, l'État a défini une stratégie nationale « France Logistique 2025 »¹ fixant les ambitions françaises en matière de logistique et plaçant pour une logistique plus compétitive et plus respectueuse de l'environnement. Cette stratégie a par la suite été complétée par plusieurs actions : la création de l'association France Logistique², la tenue de Comités interministériels de la logistique (CILOG)³, l'élaboration de la Stratégie nationale de développement du fret ferroviaire⁴ ou encore de la charte pour la performance environnementale et économique de l'immobilier logistique⁵ signée entre l'État et les membres de l'association AFILOG⁶. Enfin, lors du CILOG de décembre 2022 l'État a annoncé la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale logistique⁷.

En Île-de-France, le conseil régional d'Île-de-France a adopté en septembre 2022 l'acte 2 de sa stratégie régionale fret et logistique⁸ afin de porter de nouvelles priorités en adéquation avec les évolutions majeures intervenues depuis 2018 dans ce secteur. La Région s'est dotée des moyens d'intervention pour accompagner et soutenir les acteurs publics et privés dans la réalisation de projets concrets et innovants correspondant aux 4 axes de son acte 2 :

- Renforcer la connaissance des flux sur son territoire,
- Accélérer la décarbonation du transport de marchandises,
- Planifier l'aménagement logistique dans une logique de sobriété foncière,
- Valoriser l'écosystème pour rendre le secteur plus attractif et renforcer la mise en réseau des acteurs.

Dans ce cadre, la région Île-de-France a priorisé la nécessité d'une meilleure connaissance des acteurs publics et privés pour porter des projets ancrés dans les territoires.

En 2021, la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) a publié le Programme d'actions de l'État pour le fret et la logistique en Île-de-France⁹ (PAFL), qui propose un ensemble d'actions ayant vocation à favoriser le développement d'une logistique plus durable et compétitive. L'action 2 de ce programme vise spécifiquement à mettre en place un Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France qui faisait jusqu'ici défaut, avec l'objectif « d'améliorer la connaissance du fret et de la logistique à l'échelle de la région dans le but d'éclairer les prises de décisions des politiques et des acteurs du secteur ».

¹ <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/France%20Logistique%202025%20-%20Document-cadre-%20janvier%202017%20rev.pdf>

² <https://www.francelogistique.fr/>

³ <https://www.ecologie.gouv.fr/comite-interministeriel-logistique-cilog>

⁴ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/210909_Strategie_developpement_fret_ferroviaire.pdf

⁵ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/21119-1_charteAfilog_def_light.pdf

⁶ <https://afilog.org/>

⁷ https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/DPFranceLogistique2025_240316.pdf

⁸ https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2022/09/RappCR2022-51_version%20du%2013%20sept.pdf

⁹ <https://www.calameo.com/read/005543607d73c9b59b1ca>

L'État et le Conseil régional d'Île-de-France se sont donc engagés, par une charte signée le 8 juillet 2022, à développer une politique d'amélioration de la performance économique, sociale et environnementale du fret et de la logistique en Île-de-France en renforçant les connaissances dans ce secteur avec la création d'un Observatoire du fret et de la logistique sur le territoire de la région Île-de-France. Pour ce faire, ils souhaitent pouvoir s'appuyer sur les compétences de L'Institut Paris Region.

En sa qualité d'agence d'urbanisme, L'Institut a pour but de mener ou suivre toutes réflexions et études susceptibles d'éclairer et de favoriser le développement durable et la qualité de l'aménagement sur le territoire de la Région Île-de-France. Centre pluridisciplinaire d'expertise, il constitue une plateforme naturelle d'échanges et de valorisation des données, études et analyses et accueille déjà divers observatoires dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, du développement économique et social, des transports, de l'énergie et de la santé. A ce titre, il a vocation à mettre en œuvre et à animer l'Observatoire régional du fret et de la logistique.

L'État, la Région et L'Institut partagent ainsi la volonté conjointe de développer une culture commune sur le fret et la logistique à l'échelle de la région afin d'éclairer les prises de décisions politiques et de l'ensemble des acteurs du secteur. Par la présente convention, les Partenaires affirment leur souhait de mettre à profit leur complémentarité dans le cadre de l'Observatoire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les modalités et la gouvernance de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) qui sera qualifié d'« Observatoire » dans la suite de la convention. La vocation de l'Observatoire est d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique.

L'Observatoire s'attache notamment à partager des éléments d'analyse couvrant les thématiques suivantes :

- Le transport de marchandises, tous modes ;
- Le foncier et l'immobilier dédiés aux activités logistiques ;
- Les enjeux environnementaux liés aux activités logistiques ;
- Les enjeux socio-économiques.

L'Observatoire s'adresse à tous les acteurs, publics, parapublics et privés intéressés et/ou concernés par le secteur de la logistique et du transport de marchandises (fret), qu'ils soient des acteurs socio-économiques, des acteurs scientifiques, ou tout autre acteur intéressé par la connaissance et le développement du secteur.

ARTICLE 2 – MISSIONS DE L'OBSERVATOIRE

En vue d'amélioration de la connaissance, l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France se constitue en centre de ressources régional pour les données, études et autres travaux portant sur l'écosystème fret et logistique francilien. À ce titre, il a pour missions :

- de rassembler et de partager des informations, données, méthodologies, études et autres travaux afin de construire un socle de connaissances commun et fiable ;
- de favoriser la mutualisation, entre les structures d'observation, des réflexions sur des questions telles que la méthodologie, la production de données ou les sujets d'études à venir ;
- de réaliser une veille active, en référençant et en synthétisant la connaissance disponible et en facilitant la diffusion et la présentation des études publiées et à venir.

ARTICLE 3 – ORGANISATION DU PARTENARIAT

3.1 – Le Comité stratégique

Le Comité stratégique est composé à parité de droits des titulaires des fonctions de direction respectifs de la DRIEAT et du Pôle Logement, Aménagement et Transports du Conseil régional d'Île-de-France ou de leurs représentants, associant le Directeur général de L'Institut.

Le Comité stratégique définit la politique et les orientations générales de l'Observatoire, notamment en ce qui concerne les moyens humains et financiers déployés et la politique de communication de l'Observatoire.

Il lui revient à ce titre d'approuver le rapport annuel d'activité et le programme de travail annuel proposés par le Comité technique.

Le Comité stratégique se réunit au minimum une fois par an, et autant de fois que nécessaire.

Les décisions au sein du Comité stratégique sont prises par voie de consensus.

3.2 – Le Comité technique

Le Comité technique se compose des équipes chargées de la déclinaison opérationnelle des orientations arrêtées par le Comité stratégique à la DRIEAT, au Conseil régional et à L'Institut.

Le Comité technique présente au Réseau OFELIF un rapport annuel d'activité approuvé par le Comité stratégique.

Le Comité technique recueille également l'avis consultatif du Réseau OFELIF sur le programme de travail annuel de l'Observatoire qu'il prépare dans le respect des orientations définies par le Comité stratégique et de l'article 5 de la présente convention avant de le soumettre au Comité stratégique pour validation.

Le Comité technique se réunit à la fréquence qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

3.3 – Le Réseau OFELIF

Le Réseau OFELIF est formé par l'ensemble des parties prenantes à une charte d'engagement dans le soutien aux activités de l'Observatoire.

Ce Réseau constitue un lieu de concertation et d'échange sur les sujets touchant l'Observatoire. Il a notamment vocation à contribuer à la réflexion sur les orientations de l'Observatoire.

À ce titre, il se réunit une fois par an afin d'examiner le rapport annuel d'activité présenté par le Comité technique et de donner un avis consultatif sur le programme de travail de l'année à venir. Il peut alors identifier des problématiques nouvelles susceptibles de venir enrichir ce programme de travail avant sa validation par le Comité stratégique.

Le Réseau OFELIF contribue également au bon fonctionnement de l'Observatoire, par le versement de données susceptibles d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique et/ou par l'apport de contributions financières à l'animation de l'Observatoire.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Dans le cadre de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France, et dans une démarche partenariale, les partenaires sont convenus des engagements suivants :

L'État et la Région s'engagent à :

- participer aux choix stratégiques de l'Observatoire au sein du Comité stratégique ;
- apporter leurs expertises respectives afin d'alimenter les réflexions au sein du Comité technique ;
- mobiliser autant que de besoin les compétences et outils régionaux disponibles ;
- identifier les données existantes et les droits associés avant de les verser à L'Institut afin qu'il en assure la diffusion via le site internet de l'observatoire ;

- faciliter l'intervention de L'Institut, notamment par la mise en relation avec les partenaires associés à l'Observatoire ;
- contribuer financièrement à la mise en œuvre et à l'animation de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France. La détermination des moyens mobilisés et les conditions de financement de l'Observatoire feront l'objet de conventions annuelles entre L'Institut et la DRIEAT d'une part, et entre L'Institut et la Région d'autre part.

L'Institut s'engage à :

- assurer le rôle d'animateur opérationnel de l'Observatoire et de son site internet, dans la limite des moyens qui lui seront alloués annuellement à cette fin.

L'animation opérationnelle de l'Observatoire recouvre le travail de collecte et des données et des études produites par les différents partenaires et de leur diffusion sur le site internet de l'Observatoire. Elle permet également de favoriser les échanges entre les acteurs du secteur. Cette mission implique l'organisation de réunions de travail (réalisation des invitations, de l'ordre du jour, des comptes-rendus etc.) et d'évènements, à l'image de la rencontre annuelle du Réseau OFELIF.

- informer les partenaires et un large public de tout évènement lié à son action et en lien avec l'animation de l'Observatoire ;
- informer la DRIEAT et la Région des actions de communication qu'il entreprend dans le cadre de la présente convention (plateforme dédiée, publications, communiqués de presse, ...)
- apporter son expertise afin d'alimenter les réflexions au sein du comité technique ;
- communiquer avec la DRIEAT et la Région, dès qu'il en aura connaissance tout élément, évènement, acte susceptible d'affecter la bonne exécution de ses obligations ou la bonne foi de la convention ou d'entraîner des frais importants.

Par ailleurs, chacun des partenaires s'engage à contribuer à la mise en œuvre du programme de travail annuel de l'Observatoire tel que validé par le Comité stratégique.

ARTICLE 5 – PRODUCTIONS DE L'OBSERVATOIRE

Les « productions » de l'Observatoire désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés en application du programme de travail annuel proposé par le Comité technique et approuvé par le Comité stratégique.

Ce programme de travail précise, pour chaque action, la problématique, le calendrier, les intervenants et les moyens (notamment financiers) à envisager. Il sera précisé si la mise en œuvre de cette action peut être effectuée dans le cadre d'une convention spécifique se référant à la présente convention.

Les identités visuelles respectives des Partenaires sont apposées sur tous les travaux de l'Observatoire.

Ces productions seront, sauf dispositions contraires, mises à la disposition des membres du Réseau OFELIF à titre gratuit, via le site internet de l'Observatoire.

Sauf dispositions contraires, les productions de l'observatoire peuvent être exploités, utilisés et diffusés librement, dans le respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD).

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de notification pour une durée de trois (3) ans et pourra être renouvelée par reconduction expresse.

ARTICLE 7 – RÉVISIONS DE LA CONVENTION

La présente convention peut être révisée par voie d'avenant cosigné par l'ensemble des Partenaires à la présente convention.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des Partenaires de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une autre partie, après information de l'ensemble des Partenaires, sans préjudice de tous autres droits qu'elles pourraient faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En l'absence de financements, les Partenaires pourront décider d'un commun accord de résilier la présente convention.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS

Les Partenaires s'engagent à respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre de la présente convention, notamment le droit de la propriété intellectuelle, le droit de la propriété industrielle et commerciale ainsi que les règles déontologiques relatives à la véracité et à la fiabilité des informations fournies.

Ils veillent également à la bonne coordination des travaux de l'Observatoire avec ceux menés tant au niveau national que local.

ARTICLE 10 – LITIGES

Tout litige pouvant s'élever quant à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, qui ne pourrait être résolu de manière amiable entre les Partenaires dans un délai de trois (3) mois suivant sa notification par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au Comité stratégique sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le Préfet de la région d'Île-de-France

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Marc GUILLAUME

Valérie PÉCRESSE

Le Directeur général de L'Institut Paris Region

Le

Nicolas BAUQUET

CHARTRE D'ADHÉSION AU RÉSEAU OFELIF

Objectifs du réseau des partenaires OFELIF :

Le réseau OFELIF a vocation à rassembler largement des acteurs privés et publics intéressés et/ou concernés par le secteur de la logistique et du transport de marchandises (fret). Il doit permettre d'alimenter et de partager les travaux de l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) institué par la convention de partenariat établie entre l'État, la Région et l'Institut Paris Region le

Cet observatoire a été institué afin d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'écosystème francilien du fret et de la logistique. À ce titre, il a pour missions :

- de rassembler et de partager des informations, données, méthodologies, études et autres travaux afin de construire un socle de connaissances commun et fiable ;
- de favoriser la mutualisation, entre les structures d'observation, des réflexions sur des questions telles que la méthodologie, la production de données ou les sujets d'études à venir ;
- de réaliser une veille active, en référençant et en synthétisant la connaissance disponible et en facilitant la diffusion et la présentation des études publiées et à venir.

Conditions pour intégrer le réseau :

Pourra devenir membre du réseau OFELIF tout acteur réunissant les conditions suivantes :

- exerçant une activité en lien direct ou indirect avec le fret ou la logistique ;
- exerçant une activité en Île-de-France ou dans une région limitrophe ;
- souhaitant s'impliquer dans le développement et l'amélioration de la connaissance de l'écosystème francilien du fret et de la logistique ;
- acceptant de respecter le fonctionnement de l'Observatoire établi par la convention de partenariat entre l'État, la Région et l'Institut Paris Region.

Le respect de ces critères sera examiné par le Comité stratégique de l'Observatoire au moment de la demande d'adhésion.

Modalités d'adhésion au réseau OFELIF :

Les demandes d'adhésion au réseau OFELIF doivent préciser les contributions qui pourront être apportées à l'Observatoire du fret et de la logistique en Île-de-France (OFELIF) et faire état de la volonté de respecter la présente charte. Elles doivent être adressées à l'Institut Paris Region, animateur de l'Observatoire, et peuvent être envoyées :

- par mail :
- par courrier postal : 15 rue Falguière, 75015 Paris

Ces demandes sont examinées par le Comité stratégique de l'Observatoire, qui donne son accord pour la signature de la présente charte, matérialisant l'adhésion effective au réseau.

Engagements des membres du réseau OFELIF :

Les signataires de la présente charte s'engagent à contribuer au fonctionnement de l'Observatoire. Cette contribution peut prendre la forme de versements de données susceptibles de nourrir la réflexion autour du fret et de la logistique ou d'améliorer la connaissance et la compréhension de ce secteur.

Les membres du réseau OFELIF peuvent également apporter une contribution financière à l'animation de l'Observatoire.

Cette contribution sera précisée dans une convention portée par le Comité stratégique et faisant référence à la convention de partenariat instituant l'Observatoire et à la présente charte d'engagement.

Le réseau OFELIF est également amené à examiner le rapport annuel d'activité de l'Observatoire et à émettre un avis sur le programme de travail annuel.

Utilisation des données :

Les données ou autres informations partagées dans le cadre du réseau OFELIF restent la propriété des organismes sources. Elles doivent respecter de la réglementation générale de protection des données (RGPD). Dans le cas où elles ne sont pas en open data, les données confiées à l'OFELIF feront l'objet de conventions spécifiques gérées par l'IPR, précisant les périmètres et les modalités de leur diffusion. Toute autre opération exigera l'accord des organismes sources.

La présente charte prend effet à compter de sa signature. Elle prend fin à la date d'expiration de la convention de partenariat instaurant l'Observatoire du fret et de la logistique en Ile-de-France. Tout adhérent au réseau OFELIF entend respecter la présente charte et les engagements qu'elle contient.

En cas de non-respect des principes inscrits dans la charte, le Comité stratégique de l'Observatoire se réserve le droit d'émettre des avertissements et de manière exceptionnelle d'exclure un adhérent du réseau.

Structure adhérente :

Nom et prénom de son responsable légal ou délégataire :

Date :

Signature :